

Pluri Cité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Septembre - Octobre 2013 / Num 11

À LA UNE

Culture en Ville

PEUPLES ET CULTURES

L'Italie, confluent des Cultures

ÉVÉNEMENTS

DU BIMESTRE



www.carrefourdescultures.org

ÉDITORIAL

En ces premiers jours d'automne, PluriCité vous propose un peu de chaleur avec son dossier spécial dédié à la culture en ville. La culture – théoriquement définie comme l'ensemble des connaissances, des savoirs faire, des coutumes et des traditions propres aux groupements humains – revêt de nombreuses facettes qui, toutes, contribuent à en faire une source et un motif d'échanges, de liens, de chaleur humaine. Un sujet « chaud » également parce que la culture n'est pas au beau fixe en cette période dite de « crise », où l'économie – jusqu'alors érigée en pilier de civilisation – se fissure et où notre société se questionne dans son état d'être et sur l'état des êtres qui la composent. C'est dans ce contexte que nous interrogeons la culture, pour espérer apprécier sa place dans notre société. Comment la culture peut-elle constituer un leitmotiv pour nous doter d'une conscience et d'un imaginaire capables de répondre intelligemment aux questions posées par cette crise économique et structurelle ? Quel rôle a-t-elle à jouer dans le contexte global de nos sociétés en mouvements et en échanges constants ? Comment la diffusion, l'ac-

tion et l'échange culturels peuvent-ils être des leviers de développement durable ? Nourrie par les valeurs de la citoyenneté et de la démocratie, l'équipe de Carrefour des Cultures mène l'enquête, dans une démarche prospective, de proximité et de diversification des points de vue.

Les acteurs culturels « par excellence » – de l'excellence ? – nous ouvrent leurs portes pour, d'une part, nous montrer qu'ils n'ont jamais désiré les fermer, d'autre part, nous exposer leurs réalités culturelles, leurs contraintes, leurs visions, leurs projets. Le livre blanc « Namur Confluent Culture » – proposé par Monsieur le Bourgmestre aux acteurs culturels namurois en avril dernier et devant être voté au conseil communal le 17 octobre prochain – est-il annonciateur du tournant tant attendu par ces acteurs ? Carrefour des Cultures envisage, de par son bimestriel comme de par son action citoyenne au quotidien, accompagner cette démarche et la questionner pour en dégager les objectifs et les perspectives. Un monde différent mais non moins touché par la question culturelle est celui de l'enseignement. En quoi la culture peut-elle être intégrée à la pédagogie pour deve-

nir vecteur de développement sociétal ? En matière de développement social, une expertise de terrain témoigne de l'importance de considérer la culture comme un besoin et une condition nécessaire à l'intégration. Il est à cet égard étonnant que l'interculturalité soit reléguée à la matière sociale alors qu'elle touche à la culture en plein. Comment les acteurs culturels peuvent-ils intégrer cette notion d'interculturalité dans leurs champs d'action ? Enfin, la parole est donnée à une association namuroise particulièrement concernée par les concepts de « démocratisation » et de « démocratie » culturelles. Il est de notoriété publique que l'on ne peut parler de culture sans se référer à une époque qui a forgé nos imaginaires, à savoir la Renaissance, prémisse des

Lumières, cette aire qui va mettre l'Homme au centre des préoccupations. De la même manière, qui dit culture dit Gramsci, l'auteur de l'intellectuel organique. Culture, Renaissance, Gramsci, art et création sont autant d'ingrédients qui nous invitent à faire de l'Italie la destination de notre rubrique Peuples & Cultures.

Enfin, parler culture, parler citoyenneté, parler multiculturalité, c'est parler des piliers fondateurs et moteurs de nos réflexions et actions. Créer l'événement, questionner la citoyenneté, œuvrer à la diversité, repenser les médias dans leur rôle d'acteurs de transformation... un ensemble d'activités que Carrefour des Cultures vous propose pour ce dernier trimestre 2013.

SOMMAIRE

2	Édito
5	Dossier – Culture en ville
5	Regards croisés : La « culture », c'est quoi ?
7	Culture en crise, vers un renouveau de la créativité humaine ? <i>Rencontre avec Eric Brogniet</i>
12	Quand la culture devient outil éducatif <i>Rencontre avec Guido Jardon</i>
15	La culture comme enjeu de métropolisation <i>Rencontre avec Patrick Colpé</i>
19	Plus de partenariats pour la mise en œuvre d'une citoyenneté culturelle <i>Rencontre avec Bernadette Bonnier</i>
24	La culture, un besoin social <i>Rencontre avec Yasmine Pelzer</i>
27	Article 27, la démocratie culturelle en action <i>Echos de l'associatif</i>
30	Zoom sur... Carrefour des Cultures
30	Au quotidien
31	Dès la rentrée, des rendez-vous... ... <i>Avec les médias</i>
31	PluriCité fait peau neuve... une aventure collective !
32	Jeunesse, Médias & Diversité ... <i>Avec l'expression féminine</i>
33	Quand l'expression féminine embrasse la diversité ... <i>Citoyens</i>
35	Démocratie participative, entre local et global
36	Peuples & Cultures
36	L'Italie, confluent des cultures
38	Italie, crise et migrations
40	Le berceau de la Renaissance européenne
42	D'Antonio Gramsci à Giorgio Napolitano : chronique de cent ans de communisme italien
45	Citoyens du Monde : Antonio Gramsci
47	Musique
49	Autour de la Table : Risotto aux asperges et aux champignons
50	Le Saviez-vous ?

CULTURE EN VILLE

Regards croisés : La « culture », c'est quoi ?

La culture, les cultures, c'est quoi ? De nombreuses définitions existent, qui relèvent de disciplines et d'écoles de pensée différentes. Qu'ils s'agissent des us et coutumes, des modes d'organisation sociale, politique ou économique, des productions culinaires, artistiques, imaginaires ou langagières... La culture est évocatrice, pour chacun d'entre nous, d'une myriade d'images et d'expériences propres à nos parcours et à nos rencontres. L'équipe

de Carrefour des Cultures a demandé à chacune des personnes-ressources de ce dossier ce que leur évoquait, en quelques phrases, le mot « culture ». Le medley des définitions spontanées qui résultent de cet exercice témoigne de la diversité des imaginaires en la matière. Les mots et les ressentis s'accordent néanmoins pour offrir à la culture une place prépondérante dans nos sociétés, celle de vecteur de rencontres, celle de vecteur de sens.



YASMINE PELZER

*Responsable de Projets pour la Structure Régionale d'Intégration
Province de Luxembourg - Miroir Vagabond*

Pour moi, la culture au quotidien, et surtout avec le public migrant avec lequel je travail, consiste à se mettre en relation autour de thématiques qui nous sont chères et qu'on souhaite faire découvrir à l'autre. Il s'agit d'aborder ce qui est commun dans les cultures propres à l'un ou à l'autre et ce qui nous différencie. Habitant en Belgique et travaillant dans une asbl socioculturelle depuis quelques années, mon idéal culturel est accessible, gratuit et diversifié, afin que le citoyen envahisse l'espace culturel pour y dire ce qu'il désire y voir.



PATRICK COLPÉ

Directeur général du Centre Culturel Régional de la Ville de Namur

Le mot « culture » m'évoque des émotions, du sens, de l'intelligence, du sourire, de la fraternité, de la dureté par moment, ce qui compose fondamentalement un être humain dans sa manière d'essayer de se tenir debout un peu autrement qu'avec une arme ou une masse à la main comme l'homme de Cro-Magnon. Cela m'évoque une image de Clive Cussler – un auteur que j'aimais beaucoup quand j'étais jeune –, celle de l'homme avec la masse dans la main pour se défendre ou être belliqueux, ayant en même temps le regard dans les étoiles. La culture fait le lien avec toutes ces données qui composent l'humain, l'humanité. Il s'agit d'essayer d'en faire quelque chose d'autrement plus fraternel et pacifique.



BERNADETTE BONNIER

Directrice du Service de la Culture de la Province de Namur

J'aime cette phrase de Félicien Rops qui dit que la culture est un tas de choses inutiles qui font les plaisirs et le bonheur de la vie. La culture fait pour moi appel aux besoins primaires de l'Homme, qui ne sont pas seulement ceux de se loger, de se vêtir ou de se nourrir, mais qui s'incarnent également dans la rencontre et le dialogue. L'Homme a besoin de donner un sens à sa vie, de jouir du bonheur de vivre par le fait de pouvoir être ensemble et d'échanger culturellement. Les expressions artistiques participent au développement de l'être humain, à la réflexion philosophique de sa place dans la société. Elles nous accompagnent dans notre recherche de sens, de place, et peuvent nous donner la volonté de nous repositionner.



ÉRIC BROGNIET

Directeur de la Maison de la Poésie et de la Langue française de la Ville de Namur

La culture et l'acte créateur sont-ils deux choses identiques ? Il ne faut pas les confondre. J'appellerais culture ce qui représente un ensemble cohérent de productions, d'œuvres, de mémoires, qui définissent un ensemble ou un sous-ensemble humain en lui donnant une identité propre ; tandis que l'acte créateur, qu'il soit individuel ou collectif, représente un facteur de descellement, d'instabilité nécessaire. Comme le prophète de l'Ancien Testament, l'artiste, le poète, est quelqu'un qui, par ses créations, traduit, interprète le monde dans lequel il vit, en propose des lectures qui doivent toucher ses contemporains et leur permettre par l'étonnement, l'indignation, le coup de foudre, de remettre en cause leur vision quotidienne et confortable, de se remettre à penser, au profit de certaines valeurs collectives. Une œuvre d'art réussie doit secouer, apporter un surplus de sens à un moment donné, elle doit provoquer l'étonnement.



GUIDO JARDON

Directeur de l'Institut Supérieur de Musique et de Pédagogie (IMEP)

La culture, c'est une corne d'abondance vers le développement de la société future. La culture m'évoque la rencontre dans des événements, des projets, des productions dans lesquelles les hommes peuvent se retrouver dans un langage culturel commun qui est celui des émotions, au-delà des différences, au-delà des cultures propres. Ils sont des vecteurs de réflexion et de rencontre. Il s'agit à l'heure actuelle de prendre conscience des difficultés que nous trouvons dans la rencontre et de faire de ces difficultés un levier qui nous fasse tous grandir.

Pour Carrefour des Cultures, la culture est cet éventail qui se déploie dans toutes les sphères des sociétés. La culture nous façonne et nous la façonnons en retour, elle offre des référents d'action et de pensée qui, par nature, sont instables et nécessitent d'être sans cesse redéfinis. Qu'ils soient sources d'entente ou de discord, ces référents culturels n'en finissent pas de se transformer, par rencontres et in-

fluences les uns sur les autres. La culture a ceci d'extraordinaire qu'elle ne se réduira jamais à un tout homogène, qu'elle ne se limitera jamais à la somme des parties, puisqu'elle se nourrit précisément des différences, sources d'interactions et d'échanges. Cela, pour autant qu'elle continue à parler de l'humain, à le faire vibrer, à l'agiter, à le troubler...

CULTURE EN CRISE, VERS UN RENOUVEAU DE LA CRÉATIVITÉ HUMAINE ?

Rencontre avec Eric Brogniet



Artisan du verbe, Eric Brogniet est écrivain et poète. Il est également responsable de projets artistiques en tant que directeur de la Maison de la Poésie et de la Langue Française. Ces deux casquettes, qu'il porte avec élégance, lui offrent une place de choix pour observer et percevoir les enjeux de la culture à Namur aujourd'hui. Carrefour des Cultures l'a rencontré pour recueillir son expertise, forte de longues années de pratique de terrain.

Comment approchez-vous le plan culturel namurois proposé par Maxime Prévot ?

La conception que les politiques ont de la culture et la manière dont les artistes l'envisagent, c'est déjà tout un sujet de débat. Le politique, dans sa fonction, est un gestionnaire public, il doit permettre à la communauté dont il tire son mandat d'évoluer dans un tout harmonieux. Ce n'est pas le rôle de l'artiste, qui est là pour faire en sorte que des choses nouvelles apparaissent. Ce qui me semble intéressant et que j'ai cru voir apparaître à partir du programme mis en discussion par Monsieur Prévot à propos de la culture à Namur, c'est qu'il existe, tant du point de vue des artistes que des gestionnaires publics, une volonté de faire bouger un état des choses. Et si les deux se rencontrent sur ce paradigme-là, on peut espérer qu'une transformation permette de sortir d'un état de fait pour aller vers quelque chose de plus positif. Mais il ne faut pas mélanger cette dynamique-là avec une réalité qui est celle des fonds publics disponibles et des investissements nécessaires.

Au-delà de la volonté politique, la question culturelle est donc avant tout économique ?

La réalité économique pour soutenir la création est un facteur important. Un artiste n'a pas besoin de rien pour créer. Le musicien a besoin d'un espace, le graphiste d'un support, les écrivains ont besoin que leurs livres soient publiés et distribués, que des librairies de qualité qui font réellement leur travail de recherche – et non pas de vente de produits standardisés et best-sellers – soient soutenues et économiquement viables... Il faut toujours, à un moment donné, un chaînon entre l'artiste et la communauté urbaine, il faut des relais et des moyens. Je suis assez frappé par le fait que, par exemple, la Flandre ait investi autant dans la culture et dans les productions culturelles en même tant qu'elle montait en puissance pour réclamer la reconnaissance de ses spécificités linguistiques et sociopolitiques. La Wallonie, qui est de langue et de culture française, parce qu'elle a oublié son héritage culturel premier ou a été forcée de s'en défaire pour des raisons sociologiques à un moment donné de son développement, montre beaucoup moins de velléité dans ce domaine-là. Il y

a pourtant une loi économique bien réelle qui montre que lorsqu'on investit un euro dans le domaine culturel, cela génère des retombées économiques largement supérieures à l'investissement de départ. Quand vous investissez par exemple dans une formation et que vous permettez à des jeunes d'apprendre la musique, ils vont avoir envie d'acheter des disques, d'aller à des concerts, etc. Et plus ils seront formés artistiquement, plus ils seront capables de prendre du plaisir à la lecture d'œuvres. En ce qui concerne la question du financement de la culture à Namur, les pouvoirs publics sont devant un dilemme qui dépend de ce qu'on appelle la loi de Baumol ou la loi de la fatalité des coûts croissants. La théorie des deux chercheurs américains Baumol et Bowel tend à essayer de résoudre le problème du financement public dans l'industrie du spectacle vivant. Dans un contexte où la crise économique est une réalité et limite la marge d'investissements publics, les pouvoirs publics n'arrivent plus à financer des spectacles toujours plus coûteux. Ils laissent dès lors tomber pas mal de travailleurs, relais culturels du marché, en diminuant l'offre. En conséquence, un écrémage se fait et ne survivent que les productions et les acteurs les plus forts. Face à ce constat-là, la loi de Baumol identifie que la culture a besoin de financements externes, de mécénat. Or, le mécénat est davantage une pratique nord-américaine. En Belgique, plus singulièrement, nous nous trouvons davantage dans des logiques de sponsoring. Celui-ci ne résout en rien le problème des acteurs culturels les plus fragiles, les plus attachés aux notions d'éducation ou encore issus d'une niche culturelle extrêmement pointue et spécifique. On serait dès lors tenté de pen-

L'INITIATIVE BOLKENSTEIN

Projet de loi européen élaboré par Frits Bolkenstein, libéral néerlandais, commissaire européen chargé du Marché de 1999 à 2004. Sa directive, adoptée par la Commission en 2005 permettait aux entreprises européennes d'appliquer les réglementations de leur pays d'origine plutôt que celles des pays où elles sont installées. Elle fut amendée en 2006, après mobilisation des citoyens européens.

ser que faire appel au privé permettrait de sauvegarder une diversité culturelle là où le pouvoir public voit ses possibilités de financement s'amoinrir. Je pense personnellement que c'est une erreur : le privé investira trop peu dans l'éducation, car il lui faut une rentabilité immédiate. D'où cette crainte par rapport à la diversité culturelle : nous pourrions alors nous retrouver devant une éradication des différences, des spécificités, au profit une globalisation qui gomme les particularités pour les fondre dans une espèce d'ensemble homogénéisé. On a certes fait reculer l'initiative Bolkestein de l'Europe mais si la libéralisation parvenait à s'imposer, elle aboutirait à un gommage des différences où la loi du plus fort prévaudrait.

On entend effectivement beaucoup parler de crise économique, financière, sociale... il s'agit donc aussi d'une crise de la culture ?

La question d'une culture en crise, au-delà même de Namur, ne date pas d'aujourd'hui mais de bien plus longtemps. Elle a débouché sur une réflexion qui m'est chère de Hannah Arendt.

« L'homme se tient sur une brèche dans l'intervalle entre le passé révolu et l'avenir infigurable. Il ne peut s'y tenir que dans la mesure où il pense, brisant ainsi, par sa résistance aux forces du passé infini et du futur infini, le flux du temps indifférent. Chaque génération nouvelle, chaque homme nouveau doit redécouvrir laborieusement l'activité de pensée. Longtemps, pour ce faire, on put recourir à la tradition. Or nous vivons, à l'âge moderne, l'usure de la tradition, la crise de la culture. Il ne s'agit pas de renouer le fil rompu de la tradition ni d'inventer quelque succédané ultra moderne mais de savoir s'exercer à penser pour se mouvoir dans la brèche. »

La crise de la culture, c'est-à-dire la mise

en question des sources auxquelles s'alimente le pouvoir créateur chez l'être humain, a déjà été évoquée par le poète français Charles Baudelaire lorsque celui-ci note dans l'une de ses réflexions : « Un jour nous serons tellement américanisés que nous ne comprendrons plus ou ne sentirons plus ce que signifie le choc d'un fagot de bois dans une cour. » Par cette phrase, il dit que quand l'homme sera coupé de la sensation, il deviendra d'une certaine manière infirme, et les sources de la création s'en trouveront compromises ou bouleversées. Et, à quoi avons-nous assisté depuis l'industrialisation et la notion de progrès infini basé sur la production et qui culmine aujourd'hui dans l'exploitation globalisée de la force de travail de millions d'esclaves ? On assiste en fait à une production de biens qu'il s'agit de vendre et qui sont tous comme des artefacts qui s'interposent entre l'homme et la nature et entre l'homme et lui-même. Il est aujourd'hui dévoré par ses propres artefacts. À partir de là, que faire ? Claude Frochaux, romancier suisse romand qui était mon relecteur de collection aux éditions L'Âge d'Homme, a publié deux essais (1) à mon sens extrêmement importants qui complètent la réflexion d'Hannah Arendt. Sa thèse est celle d'une chronologie de l'humanité. Celle-ci a vécu son enfance du Néolithique aux années soixante. Jusqu'en 1975, l'humanité connaît une adolescence aussi brève qu'effervescente : essor du situationnisme, agitation de la contre-culture sur les campus américains qui donne lieu à la génération hippie, Mai 68 en France et soubresauts jusqu'à la crise du pétrole. En 1975, l'humanité accède à l'âge adulte, l'homme est achevé, c'est la fin des rêves, revanche sur un imaginaire qui finit par s'estomper. Nous sommes depuis plus d'un siècle dans une crise de la culture dans laquelle la puissance imaginaire de l'homme n'est plus tournée vers autre chose que la production de biens de consommation et

de technologies.

« Une aire inédite prend place, qui impose un regard nouveau sur l'histoire humaine : de la sortie de l'animalité à nos jours, afin de comprendre enfin pourquoi nous en sommes là, où nous en sommes. Si proches de nos devanciers et déjà si loin d'eux. Comme dans un monde nouveau qui aurait coupé le cordon avec le passé et nous laisse égarés, désespérés, nostalgiques aussi. En même temps qu'orgueilleux jusqu'à l'arrogance, fier d'avoir défrichés de nouveaux territoires conquis de haute lutte par le travail, par la science et les technologies, et auxquelles jamais nous ne pourrions renoncer quel qu'en soit le prix moral et les pertes culturelles, donc imaginaires. Qu'est-ce qui nous est arrivé ? Pourquoi ? Comment ? Où allons-nous ? Tout cela a-t-il un sens ? Si oui, lequel ? Sinon, tant pis. Nous continuerons, nous irons quand-même où nous ne savons pas. Il le faudra bien. Comme dit l'adage qui résonne parfois comme une fatalité maudite : 'on n'arrête pas le progrès'. Il le faudra bien, même sans savoir, en comptant sur nos seules forces de raison. Requiem pour un temps défunt et ouverture sur un monde nouveau à explorer. » **Claude Frochaux**

En corolaire, j'observe l'extrême tendance actuelle à ce qu'on appelle l'événementiel. Nous baignons continuellement dans un flux ininterrompu d'émotions alors que l'acte créateur ne peut se nourrir que de sensations au sens des « sens » et non du sensationnel. Tout comme au Québec, par exemple, on a très récemment débaptisé les études en Arts et Lettres pour les appeler « études de cultures et communication ». Cela peut paraître anodin mais ça montre bien la tendance dans laquelle nous sommes : privilégier la communication, c'est-à-dire le remplissage. Alors que l'artiste, tout comme l'enfant, a besoin de vide, de ce qu'on appelle parfois l'ennui. Il a besoin de temps qui échappe au temps utilitaire pour pouvoir laisser venir à lui les images, les idées, qu'au bout d'un long travail il concrétisera en création. La culture n'a pas de sens si elle ne favorise pas la compréhension d'un sens pour une collectivité donnée. Or j'observe qu'on parle volontiers aujourd'hui des industries culturelles, concept qui s'éloigne du sens aupa-

(1) *L'Homme seul et L'Homme achevé ou la fin des rêves*, publiés à Lausanne aux Editions L'Âge d'Homme.

ravant donné à la culture. Dans les années septante, on s'en référait assez largement au concept d'éducation, qui était lié à la notion de culture. On appelait ça l'éducation permanente : un processus où les apprentissages étaient sans cesse relancés et où il y avait une volonté de permettre l'accès aux œuvres et aux savoirs pour les personnes qui en étaient généralement privées. C'était donc leur donner la capacité de se former et d'acquérir un esprit critique. Les industries culturelles recouvrent pour moi une autre notion qui est celle de la marchandisation.

Quel est le rôle d'une institution comme la vôtre dans le développement culturel local ?

Je n'ai pas envie de répondre à cette question en termes de moyens mais avant tout en termes de sens, car je pense qu'une action culturelle doit générer du sens. Ainsi, notre rôle est avant tout déterminé par la niche culturelle qui est la sienne et qui est précisément celle de la poésie et de la langue française. La poésie est, pour la plupart des gens, attachée à des représentations passivistes générées par des souvenirs scolaires souvent peu agréables. Elle véhicule aussi des clichés de par l'image qu'en donnent les médias. Nous sommes donc là dans un secteur qui se trouve à la base dévalorisé. Le travail qui est le nôtre doit tenir compte de ce handicap de départ ainsi que du fait que, pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'enseignement de notre littérature n'est pas une obligation systématique. Il faut donc déjà rassurer les gens, étant entendu que ce qu'on ne connaît ni ne maîtrise, on en a généralement peur. Notre souci n'est pas de revenir à des modèles traditionnels. Les gens qui font de la poésie en utilisant des rimes et métaphores qui ont cinq siècles d'existence parce que cela remonte aux poèmes de La Pléiade n'ont rien compris.

Ce qu'il faut, c'est inventer de nouveaux langages, de nouvelles images qui tiennent compte de l'environnement dans lequel nous sommes, et aptes à traduire cet environnement. Je n'attends pas d'un poème qu'il me parle des fleurs et des petits oiseaux, mais je voudrais y trouver des mots comme écran, jeux vidéo, obus, radars, tubes cathodiques, tablette... Aujourd'hui, pour écrire et communiquer, le poète ne prend plus son luth, il travaille sur un clavier d'ordinateur ou une tablette tactile.

L'activité formative que nous menons est rentable pour les jeunes, mais elle n'est pas spectaculaire, c'est du travail qui se fait de façon discrète, tout comme le travail d'un enseignant n'a rien de spectaculaire. C'est un investissement sur le long terme et c'est un travail que je qualifierais de bénédictin, mais ne pas le faire constituerait une faute dans la mesure où la crise dont nous parlons ne doit pas avoir pour effet de laisser sur le carreau une génération de jeunes. Et en ce sens, la Maison de la Poésie et de la Langue Française doit contribuer à former et susciter le goût de la réflexion, de la lecture, du travail avec les autres – valeurs éducatives en même temps que culturelles. Une autre part de notre travail qui n'est pas spectaculaire mais à laquelle je suis très attaché consiste à trouver des concepts qui permettent à la poésie d'être plus proche des gens, qui permettent de favoriser les articulations entre poésie et paysage, comme nous le faisons lors de la croisière sur la Meuse à l'occasion du Festival de Poésie. En ce sens, nous avons également réalisé, en partenariat avec la Fédération de Tourisme de Wallonie, des circuits pédestres qui permettent de découvrir le cœur de la ville de Namur à travers un patrimoine architectural auquel sont associées des figures poétiques namuroises, ainsi que des circuits GPS qui permettent de découvrir des paysages de Namur en y associant des poètes de la région, professionnels et reconnus.

Notre région est en effet riche en figures poétiques, on y trouve des tas d'écrivains dont certains sont devenus très connus et d'autres sont en train de se révéler. Il nous semble intéressant que les habitants et visiteurs de la province puissent bénéficier de ces informations.

Enfin, l'origine du mot « crise » – de l'indoeuropéen *krei* qui signifie juger, distinguer, littéralement passer au crible –, suggère que ces moments d'instabilité peuvent être l'occasion de trier l'accessible et l'essentiel, de choisir entre différentes voies. À cet instant, nous pouvons

soit persévérer vers l'exploitation toujours plus absolue de l'être humain réduit à sa seule valeur marchande, soit, au contraire, réfléchir à d'autres voies possibles qui relancent l'activité humaine vers davantage de créativité et d'activités harmonieuses, respectant le biotope et l'être humain. Dans ce contexte, la poésie prend tout son sens, en s'inscrivant comme une voie d'ouverture vers de nouvelles sensibilités, de nouveaux rapports, de nouvelles modalités d'être au monde.

QUAND LA CULTURE DEVIENT OUTIL ÉDUCATIF

Rencontre avec Guido Jardon



Adopté en mars 2006, le décret Culture-École – « relatif à la mise en œuvre et au renforcement de collaborations entre la Culture et l'Enseignement » – a pour vocation de soutenir les activités culturelles et artistiques dans les écoles (enseignements obligatoires et spécialisés). Prise de conscience du rôle fondamental de la culture dans la formation des citoyens d'aujourd'hui et de demain ?

L'Institut Supérieur de Musique et de Pédagogie (IMEP), fondé en 1970, n'a pas attendu ce décret pour enseigner la musique et la pédagogie comme un tout cohérent, vecteur de développement culturel, sociopolitique et économique pour Namur et ses environs. Artiste pianiste, trompettiste et chef d'orchestre, mais également enseignant et directeur de l'IMEP, Guido Jardon nous parle de l'état de la culture à Namur et du rôle que son établissement peut y jouer.

Monsieur Jardon, quel est selon vous l'état de santé de la culture à Namur ?

Deux choses m'interpellent. D'une part, la vision d'un bourgmestre qui a un plan et qui a mené, après les élections, des actions cohérentes avec la voie dans laquelle il s'était engagé. D'autre part, j'observe qu'il existe dans le Namurois une série d'acteurs culturels et pédagogiques tels que l'IMEP, l'École Supérieure des Arts, une Université proactive, le CAV&MA, la Maison de la Culture et encore une série d'acteurs associatifs efficaces. Tous ces protagonistes partagent l'envie de travailler ensemble et sont un potentiel extraordinaire de développement. Il y a là une dynamique qui se met en place et qui m'interpelle. Je la trouve d'autant plus importante que le contexte de crise générale dans lequel nous sommes est le signe avant-coureur d'un tournant que notre société doit et va prendre. La culture et l'éducation jouent, dans ce cadre-là, un rôle important.

Quel lien faites-vous entre la culture et l'éducation ?

La culture est, pour moi, un véritable outil de développement. Dans la formation des professeurs de musique que nous dispensons à l'IMEP, nous mettons un point d'honneur à réintroduire l'apprentissage des arts dans l'éducation de tout un chacun. C'est en ce sens que nous avons mené un projet pilote de découverte de la musique par le chant avec l'école primaire de Saint-Aubain. Je constate que certaines difficultés sociologiques et de rencontres culturelles trouvent dans ce genre de projets un terrain d'entente extraordinaire. Via un langage commun – le chant –, les gens se rencontrent et se reconnaissent, au-delà de toute différence qui, par écoute et par respect, devient un enrichissement. Cette rencontre par un langage – artistique – qui transforme les différences en complémentarités, c'est un des combats de

l'IMEP. L'art existe, la musique existe, mais ils ne sont généralement pas considérés à leur juste valeur : en tant qu'outils éducatifs d'une part, et de vecteurs de rencontres d'autre part. Le fait de pratiquer la musique collectivement, c'est également écouter et apprendre les différences de sons. Apprendre à reconnaître ces différences, c'est aussi apprendre à reconnaître la langue française avec ses différences, c'est apprendre à écouter les accents des langues étrangères. Il s'agit dès lors d'un cadre éducatif de base, également applicable en dehors des sphères pédagogique et musicale.

La culture aurait-elle aussi un rôle à jouer dans les sphères sociale et politique ?

J'en suis convaincu. La représentation en août 1830 à Bruxelles de La Muette de Portici déclenchant des troubles qui allaient quelques semaines plus tard conduire à la Révolution belge de 1830 en est un bel exemple. Une société où la culture n'est pas respectée, n'est pas considérée à sa juste valeur, c'est une société qui meurt. Je pense qu'on ne peut pas dissocier la culture de l'évolution sociale et sociétale. Dans quelle mesure la culture n'est-elle d'ailleurs pas le catalyseur des changements sociétaux ? La réflexion qui se fait dans le cadre de projets culturels peut concrétiser des pensées, des changements fondamentaux, qui se retrouvent dans des spectacles et productions qui permettent ensuite à un public de pouvoir réfléchir sur ces changements, de pouvoir s'exprimer



ou en tout cas de partager des émotions et des idées par rapports à ces évolutions. Ce que nous souhaitons à l'IMEP, c'est resituer la responsabilité de l'artiste citoyen, qui est pour nous fondamentale. Nous voulons former des gens qui sont dans l'excellence de ce qu'ils font mais également conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans notre société. Qu'ils soient musiciens solistes, pédagogues ou qu'ils jouent dans un orchestre, leur rôle est de toucher les gens, les connecter à un passé culturel et historique

tout en les conduisant vers le futur. C'est en même temps un rôle éducatif mais également d'accompagnement : aider les jeunes comme les

adultes à sortir de clivages handicapants, les aider à cheminer vers des réflexions beaucoup plus difficiles mais tellement plus essentielles : qui suis-je ? je vais vers où ? vers quoi ? Et là, un artiste peut jouer son rôle en réveillant les émotions et en accompagnant ce développement sociétal.

Mais la culture est-elle « rentable » économiquement ?

L'aspect économique de la culture est trop souvent occulté, négligé. Toute l'industrie du culturel et du domaine musical représente pourtant un poids considérable au niveau économique. Pour Namur, ce pourrait être un vecteur de développement important. En effet, on ne peut dissocier l'aspect culturel et celui du développement du tourisme et de la visibilité d'une ville. De la même manière, on ne peut dissocier

la culture et toute la richesse historique d'une région. À cet égard, Namur a tout un potentiel avec sa citadelle, ses musées, etc. La seule chose qui manque, c'est une orchestration de ces différentes entités. Mais je sens en tant qu'acteur du namurois qu'il y a véritablement une émulsion qui est en train de se réaliser et qui pourrait avoir des retombées importantes pour Namur, ne serait-ce qu'en terme de visibilité internationale. En tant qu'école supérieure, notre but n'est évidemment pas un développement culturel en fonction de rentrées. Mais je constate qu'actuellement, cette problématique est complexe. Le danger réside dans le fait de penser qu'en période de restriction économique, les premiers acteurs à devoir payer les pots cassés sont le culturel et l'enseignement. Tandis que le tableau général se fissure – catastrophes économiques, écologiques et sociales –, à quoi peut-on se raccrocher ? À

quelque chose de finalement très peu marchand : on se retrouve dans l'éducation et dans des productions culturelles qui nous permettent de nous retrouver dans un langage commun qui est celui des émotions – au-delà des différences, au-delà des cultures – et qui sont vectrices de réflexion et de rencontre. À cet égard, le message que je désire faire passer à nos hommes politiques est celui-ci : « Faites attention car je pense que vous prenez les choses à l'envers : saboter la culture ou l'enseignement, c'est en même temps saboter les assises de notre société. Celle-ci a besoin de cette culture et de cet enseignement qui sont les fondements du monde de demain – et de « tout juste demain », c'est-à-dire des gens qui feront notre société, qui gouverneront, qui commanderont et qui auront une vision pour notre société pour les dix ou quinze années à venir. »

LA CULTURE COMME ENJEU DE MÉTROPOLISATION

Rencontre avec Patrick Colpé



Qui dit culture en ville dit... Centre culturel. Incontournable comme parfois inabordable, controversé comme parfois adulé, le Centre culturel est un lieu qui fait couler de l'encre : celle des auteurs, scénaristes, artistes, compositeurs, celle de la presse, mais également celle des critiques – défenseurs de la démocratie culturelle – qui reprochent à ces instances culturelles instituées leur manque de proximité au public, depuis la programmation jusqu'à l'accès aux événements. Carrefour des Cultures a rencontré Patrick Colpé, directeur général du

Théâtre de Namur, afin de mettre au jour sa vision de la culture ici à Namur et le rôle qu'entend y jouer son institution.

Monsieur Colpé, quel est votre regard sur l'état de la culture à Namur aujourd'hui ?

Je pense que Namur manque fondamentalement d'infrastructures et que nous n'y avons pas été assez attentifs ces dernières années. Quand je parle d'infrastructures, je parle d'opérationnalité technique et de la multiplication de lieux d'émulation. Cela fait maintenant 15 ans que le Théâtre Royal a été rénové et nous sommes aujourd'hui déficitaires en grandes salles. Nous ne faisons rien du Belvédère, il n'y a pas même une salle d'exposition ouverte ici à Namur et le Cav&Ma va jusqu'à Anvers pour enregistrer ses disques. Cela n'est pas normal pour une ville comme Namur. Certes, la rénovation des abattoirs de Bomel et leur transformation en véritable centre culturel est un premier pas vers un lieu qui puisse devenir cyclotron, centrifugeuse artistique et culturelle. Mais comment va-t-on le faire fonctionner ? Il nous faut une multiplication des infrastructures, mais il nous faut également une diversité d'opérateurs qui gèrent ces infrastructures. Arrêtons

de multiplier des lieux culturels « clones » qui calquent leurs programmes les uns sur les autres, et reconnaissons enfin la diversité des villes wallonnes en nous ouvrant à d'autres propositions d'opérateurs. Nous avons clairement un retard à rattraper et, cela, au moment où nous ressentons les conséquences de la crise financière de 2008 qui nous met en grande difficulté.

S'agit-il seulement de la crise financière ou de politiques culturelles non adaptées ?

Nos politiques culturelles se sont créées à la sortie de la guerre, dans les années 60. En cette période de boum économique, une classe moyenne se met en place. Elle comprend une bonne partie de l'ancienne classe ouvrière et elle porte des revendications concernant l'enseignement et la culture. Le contexte socio-économique ayant changé, nous sommes forcément aujourd'hui amenés à questionner ces politiques. Même si nos grands principes philosophiques, sociologiques et poli-

tiques – accès à tous, décloisonnement de la culture, etc. – restent les mêmes, le contexte sociétal a totalement changé. Tout d’abord, on observe un individualisme extrêmement présent qui amène la lutte des classes à d’autres revendications. Ensuite, le numérique et Internet modifient fondamentalement les choses. À partir de là, la notion de beaux-arts s’élargit à une multitude de formes artistiques : le Hip Hop, le Street Art, la Mode, le Design, etc. Enfin, le concept de culture s’ouvre – notamment grâce à Jack Lang et Mitterrand – jusqu’à devenir une possible source de plus-value économique. L’idée qu’une culture forte sur un territoire bien particulier puisse être à l’origine d’un développement économique donne au monde culturel une légitimité qu’il n’avait pas avant. Avant cela, la culture était en effet en dehors du circuit économique, subventionnée par des mécènes qui ne demandaient aucun compte de résultats ou de recettes propres. Ainsi, aujourd’hui, si les fondements de nos politiques culturelles restent les mêmes, nos outils et mises en pratiques doivent effectivement évoluer.

Dans ce contexte, quelles sont les missions du Théâtre de Namur ?

Tout d’abord, il faut savoir que le Théâtre de Namur comprend deux entités. D’une part, le Centre Dramatique, pôle artistique professionnel, est un lieu de création en Arts de la Scène. Il est tenu, par contrat-programme, à un certain nombre de représentations professionnelles et a pour objectif de garantir un certain volume d’emploi aux artistes. D’autre part, le visage le plus connu du Théâtre de Namur est celui du Centre culturel dont les missions sont la diffusion et l’action culturelle. La création théâtrale est un processus qui n’a rien à voir avec le fait d’accueillir un spectacle

ou le fait de développer un projet d’action culturelle, d’éducation permanente, de contacts ou d’animation, qui prennent un temps encore différent. Nous devons donc sans cesse articuler l’ensemble de ces contingences qui sont passionnantes mais par moment presque antinomiques.

Pourquoi antinomiques ?

La démarche artistique, c’est une démarche que je qualifierais d’égoïste, celle d’un artiste qui va vers un « produit », produit qui est mis face à un public, qui lui-même y réagit. L’acte culturel est un projet collectif de citoyens, de groupement de personnes, d’associations qui traitent d’un sujet particulier et qui utilisent la dimension artistique pour exprimer la dimension collective. Nos politiques culturelles font l’amalgame mais nous, nous vivons cette dichotomie. Et notre difficulté a toujours été, en fin de parcours, de manquer d’infrastructures spécifiques aux notions d’action et de développement culturels.

Quel est le positionnement du Théâtre de Namur par rapport à l’évolution de la culture telle que vous la décriviez ci-avant ?

Les Centres culturels, les Maisons de la Culture, etc., restent des institutions importantes mais je nous trouve, malgré tout, un peu en décalage par rapport à l’évolution du monde. Alors, bien sûr, c’est toujours l’institution principale qu’on critique le plus. C’est normal, l’institution est faite pour être critiquée, bousculée. D’autre part, plus elle devient importante, plus elle devient autiste. C’est donc le jeu démocratique. Mais prenez notre journal de saison. Il a une marque de fabrique liée à Namur, qui vise à assumer un éclectisme. Il propose des aventures particulières mais vise également le divertissement. Il as-

sume le côté dissonant de la personne qui a envie de s’amuser comme, par moment, envie d’être touchée sur des questions importantes – tout revient finalement à un problème de forme, d’accès et de qualité de ce qui est proposé. Cette programmation, elle est proposée à une région au sens très large du terme : au-delà de Namur, sur des axes qui vont jusque Bruxelles, Charleroi, Wellin, Marche, etc. En dix jours, nous avons enregistré plus de 25.000 abonnements, et l’année dernière 70.000 dans une ville de 100.000 habitants. D’une certaine manière, nous pouvons dire que nous sommes légitimés par une recette publique extrêmement importante qui atteste que nous sommes l’un des théâtres les plus fréquentés de Belgique et certainement dans le trio de tête de la Belgique francophone. Mais est-ce que, pour autant, nous avons réussi la démocratisation ? Bien sûr que non. Premièrement, tout le monde n’est pas obligé d’aimer le théâtre ou d’y aller. Or le théâtre a une charge symbolique très forte. On ne dira jamais que tous doivent aller à l’opéra, à la danse ou à la musique classique alors que le théâtre, lui, devrait faire l’unanimité. Ensuite, il y a derrière cette question de démocratisation culturelle des enjeux politiques, de moyens et d’éducation.

Justement, comment les enjeux politiques, de moyens et d’éducation peuvent-ils rencontrer les enjeux culturels ?

Par rapport à cela, j’ai une conviction : il s’agit de « ré-instruire » en réintroduisant, à l’intérieur des écoles, la pratique artistique. C’est pour moi fondamental et ce n’est qu’à partir de là que nous pourrions revenir sur une forme d’égalité des chances sur l’accès à la culture. L’enseignement est un lieu qu’il faut investir d’urgence. Cela demande d’avoir une vision stratégique et de faire des choix budgétaires en conséquence. Imaginons que la province de Na-

mur investisse afin d’assurer la formation artistique dans les écoles – non pas à côté des professeurs mais avec et par eux. Cela impliquerait notamment de modifier la formation des régents et des licenciés afin de créer une véritable articulation, une utilisation de l’artistique au sein de l’enseignement. Cela porterait déjà ses fruits dans une quinzaine d’années. Les enfants qui, aujourd’hui, de par leurs conditions socio-économiques, n’osent pas pousser la porte d’un théâtre comme celui-ci seraient, par leur scolarité, touchés et concernés par le culturel. Et ils auraient, notamment par leurs centres d’intérêt, une influence sur leurs frères et sœurs, et sur leurs parents. Je pense que l’on doit reprendre des axes un peu « basiques » mais de façon urgente. Sinon, Internet s’occupe de toute cette population et renforce l’individualisme déjà tellement présent.

La question numérique vous préoccupe ?

La culture pour tous via Internet – notamment par la création d’un centre culturel numérique – est pour moi un enjeu de taille pourtant absolument absent de nos politiques culturelles. Et qui s’en occupe ? L’Entertainment de l’industrie de la culture. Or l’accès à la culture à domicile fait selon moi partie des responsabilités publiques et la Région Wallonne devrait s’y pencher avec ses acteurs culturels. Si l’on n’est nulle part par rapport à ça, c’est parce qu’on ne peut pas avoir tout d’un coup une réflexion commune pour un tel enjeu sur un territoire qui est la Wallonie. C’est tout le problème que notre culture n’est pas régionalisée. Bien sûr qu’il est important de maintenir le lien avec Bruxelles, mais nous avons le désavantage, dans le développement de notre région, de ne pas être en possession de l’ensemble des outils qui touchent à la culture.

Quels sont ces outils de développement de la culture ?

Ce sont tous les outils qui permettent une véritable politique de ville. Parce qu'aujourd'hui, la culture et les outils de citoyenneté, de participation, ou les outils numériques, ne se retrouvent pas en un seul et même ministère ou cabinet. Ils se retrouvent dans l'économie, dans la recherche et le développement, dans les politiques urbaines, dans les politiques de citoyenneté, dans le lien social. Le contexte culturel est bien plus large que la simple ligne d'une politique culturelle. Et ça, nous n'arrivons pas à l'articuler en Région Wallonne aujourd'hui, ce que je trouve extrêmement handicapant. Quand Maxime Prévot dit qu'il prend l'échevinat de la culture dans ses attributions et qu'il veut se donner dix ans pour donner une impulsion culturelle à cette ville, quand Paul Magnette dit la même chose à Charleroi, quand Rudy Demotte dit la même chose à Tournai, ils cherchent en réalité à insuffler des dynamiques de ville. Et la métropolisation des politiques culturelles se vérifie partout en Europe : la culture est devenue un levier que les villes et les territoires veulent absolument utiliser de manière performante pour l'attractivité, l'image de marque, pour la sociabilité de la ville, etc. Or, ici, tandis que ces compétences relatives au développement de métropoles se retrouvent aux mains de ministres régionaux, la ministre de la culture, elle, est de la Communauté française. C'est une des spécificités de notre système institutionnel belge, mais

les Flamands sont plus cohérents par rapport à ça.

Ce qu'il faut, c'est une entente stratégique entre les acteurs culturels et le politique selon des lignes directrices fortes. Nantes s'est d'abord créée sur l'événementiel, avec l'émergence de lieux emblématiques comme Le Lieu Unique – scène nationale de Nantes. L'entente entre le politiques et les acteurs culturels leur a permis de développer des outils sur Nantes puis, de là, ont développé une relation tout à fait naturelle entre la vie portuaire de Nantes et le pont de Saint-Nazaire en faisant de l'estuaire une ballade artistique. En y mettant de l'art contemporain, ils en ont fait une attraction très touristique, offrant à Nantes une renommée à l'extérieur de ses frontières. Ils favorisent seulement maintenant l'émergence d'artistes locaux mais peuvent se permettre de leur offrir les espaces de travail nécessaires. Il s'agit d'une politique réfléchie qui a pris quinze à vingt ans pour se concrétiser. Aujourd'hui, on a un jeune bourgmestre qui veut faire ça... Wait and see. Il a la jeunesse pour lui. Et Namur a un potentiel que d'autres villes n'ont pas. Par sa configuration chaleureuse qui en fait une belle ville agréable, par la citadelle, par le fleuve, enfin, par sa situation géographique centrale et sa proximité avec Bruxelles. Nous avons des atouts de position territoriale extrêmement importants mais nous devons autrement revendiquer notre place de capitale régionale et lui donner le lustre culturel dont une telle capitale a besoin.

PLUS DE PARTENARIATS POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE

Rencontre avec Bernadette Bonnier



Maison de la Culture, Musée Rops, Musée des Arts anciens... Autant de majuscules qui lèvent la culture à un niveau valorisable pour certains, inaccessible pour d'autres. Ce que reflètent ces majuscules, c'est l'institutionnalisation de la culture, c'est-à-dire la décision du politique d'investir, ici à l'échelle de la Province, dans des lieux qui permettent l'échange et la diffusion culturelle. Quelle est la vision culturelle de la Province de Namur ? De quelles marges de manœuvres jouit-elle pour faire parler la culture en termes de citoyenneté ? Quelle place pour l'échange entre cultures et pour la diversité de

points de vue ? Madame Bonnier, directrice du Service de la Culture de la province de Namur répond au stylo de Carrefour des Cultures.

Madame Bonnier, quel est, selon vous, l'état de santé de la culture aujourd'hui à Namur ?

L'évolution que j'observe dans le secteur culturel, c'est avant tout l'augmentation du nombre d'associations sociales et socioculturelles qui viennent frapper aux portes des institutions culturelles avec la question suivante : « comment peut-on travailler ensemble pour redonner un sens à la population ? » Je crois que la culture a d'autant plus de sens qu'elle porte en elle des réponses aux besoins de l'être humain et aux crises de société. Alors que le discours sociétal de ces dernières années était celui de la rentabilité, du profit et de la performance, il est – sans doute plus que jamais – temps de nous questionner sur ce qu'est le sens d'une vie. Je pense que les besoins des publics de tous horizons reviennent vers la culture.

Les acteurs culturels sont-ils prêts à répondre aux besoins de ces publics ?

La difficulté actuelle reste celle de la dispersion des initiatives culturelles. L'espace namurois regorge d'énormément d'associations et de projets culturels mais chacun travaille un peu trop dans son coin et il persiste une méconnaissance de ce qui se passe. Or les acteurs culturels – pouvoirs publics, communautaires, régionaux, provinciaux, communaux ou associations culturelles – ne travailleront bien que s'ils s'unissent plutôt que d'agir en concurrents. En économie, on affirme qu'une large offre, de magasins de chaussures par exemple, attirera le consommateur, ce dernier préférant se chauffer dans un lieu où il aura le choix. De la même manière, les acteurs culturels de Namur et leurs différentes offres constituent un stimulus pour la ville et un enrichissement mutuel. Ce qui a peut-être manqué à Namur, c'est un pilote ou un acteur qui parvienne à réunir les gens. C'est peut-être ce que peut apporter le Livre blanc du bourgmestre : des acteurs qui soient des piliers par domaine, une meilleure communication entre ces acteurs et, par-dessus tout, des enjeux com-

muns. Il s'agit de refaire un état des lieux, retravailler l'agenda, effectuer un bilan de tout ce qui existe sur le territoire, et voir comment nous pouvons véritablement travailler ensemble pour être davantage à disposition du public demain, répondre au mieux aux besoins des gens et à leur méconnaissance de l'offre culturelle. Une réflexion est donc à mener avec le public et les acteurs culturels : sachant que nous sommes une province où le secteur tertiaire est prépondérant et où les métiers de la culture et du tourisme sont aussi des foyers de vie économique, ne devons-nous pas commencer à penser Namur comme un lieu culturel au même titre que des villes telles que Metz, Lille, Nantes, Bilbao ou Oslo ?

Quel est le rôle de la Maison de la Culture dans ce paysage ?

La Maison de la Culture est un acteur culturel qui doit travailler sur la province de Namur. Namur est le chef-lieu et la ville la plus habitée de la province donc elle nécessite forcément une attention particulière. Mais en tant qu'acteur provincial nous avons aussi la mission de développer la dynamique culturelle de l'ensemble du territoire de la province. Ainsi, une partie de nos missions concerne le namurois et ses lieux majeurs – tels que la Maison de la Culture, le Musée Rops, le Musée des Arts Anciens du Namurois – qui sont des lieux incontournables. Mais la moitié de notre personnel travaille pour la décentralisation. Cela concerne toutes les collaborations que l'on peut mener avec les centres culturels du territoire de la province, les bibliothèques locales et les associations socio-culturelles... Cela concerne également notre BDBus et notre bibliobus itinérants. Je pense que ces deux missions sont complémentaires. Namur est une plaque tournante pour de nombreuses activités et un tremplin de développement : nous avons

un fleuve et une rivière magnifiques, qui peuvent être des points de départ vers, d'une part, le côté liégeois, d'autre part, le côté hennuyer. Nous sommes en tout cas un carrefour véritablement intéressant au niveau du développement culturel. Et quand j'entends Monsieur le Bourgmestre dire qu'un geste fort reste à faire au Grognon, je pense qu'il faut l'imaginer dans un créneau assez large et pas uniquement dans une logique de ville : en quoi ce geste fort peut-il être un appui pour une politique régionale voire nationale, et pourquoi pas européenne ?

Quelle marge vous laisse aujourd'hui le système économique et financier pour faire parler la culture en termes de citoyenneté et de démocratie ?

Comme acteur culturel, la part du financement qui nous est octroyée par la Province de Namur, dans ce domaine a toujours été importante. Encore dernièrement, la réaffirmation de la déclaration de la politique générale de la Province a fait de la culture l'un des 6 piliers qu'elle veut mettre en évidence. Le fait encore que la Province investisse dans la Maison de la Culture, dans le Musée Rops, dans le Musée des Arts Anciens, etc., tout cela fait que nous sommes certainement l'un des parents les plus gâtés dans le secteur culturel. Des interrogations se posent toutefois dans le contexte de crise d'aujourd'hui où les financements sont gelés, où le coût salarial augmente et où l'on en vient à se demander si nous ne devons pas recourir demain à plus de partenariats privés pour subsister. La culture joue un rôle, dans la vie de beaucoup de régions, équivalent à celui de l'économie, de l'insertion sociale ou de l'environnement. Au sein de l'Europe et de l'UNESCO, une série de grandes villes conçoivent la culture comme le 4e pilier du développement durable et défendent sa place comme tremplin de développement économique

et touristique. Le privé pourrait dès lors en prendre conscience et investir dans les infrastructures culturelles. Ces partenariats ne sont pas simples et beaucoup d'acteurs culturels n'y ont pas été familiarisés, mais c'est une piste de travail qu'on ne peut plus négliger. Le Bureau Economique de la Province et les Facultés de Namur ont dernièrement organisé des rencontres entre université, hautes écoles et acteurs culturels. Je pense que nous avons réellement besoin de travailler ensemble, non pas rien qu'entre acteurs culturels mais entre acteurs culturels, économiques et touristiques, pour voir comment s'entre-aider les uns les autres dans le développement d'une ville et d'une région en vue de l'épanouissement citoyen de chaque personne.

Vous parlez d'épanouissement citoyen. Comment concevez-vous le développement d'une citoyenneté culturelle et en quoi l'offre proposée par votre institution y participe-t-elle ?

Être citoyen, c'est être citoyen du monde, d'une région, de sa ville et de sa vie. La citoyenneté implique des notions de responsabilité mais également de respect. Chacun a la liberté de faire ce qu'il veut sans nuire à autrui, il s'agit donc de respecter l'autre dans l'épanouissement de sa liberté. La démocratie, de laquelle découle cette notion de citoyenneté, est ce qui nous pousse à réfléchir tous les jours et à vivre ensemble de la manière la plus harmonieuse possible. La citoyenneté induit donc aussi le débat, d'où l'importance de lieux culturels qui soient des lieux de dialogues et de débats. Notre participation au développement d'une citoyenneté culturelle se fait surtout par des actions de médiation. C'est-à-dire que nous essayons également de travailler avec un public qui n'a pas l'habitude de venir en nos lieux. Il

s'agit de voir ce que ces publics peuvent retirer des actions culturelles que nous hébergeons, pour leur propre cheminement. Il y a quelques années, nos expositions d'art plastique attiraient surtout des groupes structurés de visiteurs familiarisés avec le lieu ou les œuvres. Actuellement, nous sommes en contact régulier avec Article 27 et une série d'associations sociales qui nous demandent d'accueillir leurs publics et de travailler avec eux sur un sujet. Le Musée Rops, par exemple, a mis en place le programme « Osez le Musée Rops ». Celui-ci propose, tous les lundis, une visite de l'exposition temporaire adaptée à des publics fragilisés, suivie d'un atelier créatif. Il ne s'agit pas de leur inculquer un savoir mais de voir en quoi telle exposition ou telle performance culturelle peut avoir un impact sur leur vie personnelle – comprendre la démarche d'autrui, être plus tolérant, pouvoir discuter, dialoguer, débattre de certaines thématiques, etc. L'artiste est un citoyen comme chacun de nous, qui a peut-être une sensibilité plus travaillée, une place lui permettant de réfléchir sur le sens des sociétés. Par ses œuvres, il peut donner des pistes de réponses et stimuler l'expression citoyenne. Pour de telles institutions sociales, ces œuvres sont donc des tremplins pour aborder des thématiques parfois difficiles avec leurs publics. Questionner les gens, leur permettre de ne pas se limiter à une seule vision des choses, notre rôle est là aussi.

Nous travaillons aussi dans le domaine de l'éducation à l'image, qui est lié à l'éducation à l'écoute ; nous sommes quotidiennement inondés d'images et de bruits. Comment les décrypter, les analyser ? Par ce biais-là, nous essayons d'amener les gens à être des citoyens un peu critiques, qu'ils évoluent et ne restent pas canton-

nés dans des partis pris doctrinaires ou des extrémismes comme on en voit émerger aujourd'hui. En la matière, nous n'avons pas une solution, nous sommes dans la recherche. Et donc dans l'évaluation de nos actions, avec les animateurs comme avec les participants.

Puisque vous associez citoyenneté culturelle avec diversité de points de vue, comment intégrez-vous cette diversité dans votre programmation ?

En matière de diversité, nous ne menons pas « des actions directes » vers des publics ciblés, mais développons davantage une politique d'accueil. En effet, nous savons qu'il existe sur Namur des associations telles que Carrefour des Cultures, le CAI et d'autres associations de terrain qui ont une expertise que nous n'avons pas en la matière. Nous préférons donc être un soutien de leurs activités. Par exemple, nous accueillons gracieusement chaque année le programme « Annoncer la Couleur » qui propose aux enseignants, éducateurs et animateurs, des démarches pédagogiques pour sensibiliser les jeunes à partir de douze ans, aux relations Nord-Sud.

Dans nos programmations artistiques, nous faisons en sorte de nous ouvrir à d'autres cultures. Par exemple, en matière de musique, tout un volet concerne les musiques du monde – qui n'étaient pas beaucoup développées ici à Namur. Nous essayons donc d'accueillir et d'introduire des groupes de cultures musicales et d'origines variées.

Autre exemple, le Théâtre d'Amateurs de la Province de Namur qui vient de présenter le 9ème Festival International de Théâtre Amateur et invite des groupes de tous les continents. C'est un phénomène intéressant car, si nous avons les moyens de loger ces groupes sur Namur, les troupes invitées doivent financer eux-mêmes leur voyage et ils ne sont pas rémunérés pour la prestation qu'ils font sur place. Il y a, au

départ, une vraie démarche de rencontre. Pendant une semaine, ces compagnies qui viennent du Brésil, d'Iran, de Singapour, d'Afrique, de Belgique, de France, d'Italie ou d'Allemagne, ont la possibilité de vivre ensemble, de voir ce que les autres font et de partager sur leurs manières de travailler. On observe là une véritable volonté de se réunir autour de thématiques ou de pratiques culturelles.

Encore en matière de cinéma, nous avons initié, il y a quelques années, le concept d'« alternofilm » qui vise à promouvoir les alternatives du cinéma, en projetant des films qui ne sont pas diffusés dans les circuits commerciaux, parfois accompagnés de débat. Mais cela, on ne peut bien le faire qu'en partenariat avec des associations de terrain qui ont une expertise que nous n'avons pas.

Quels sont les acteurs culturels généralement concernés par vos partenariats ?

En termes de partenariat, nous ne faisons donc pas de clivage. Nous travaillons avec le Centre Culturel Régional et les Centres culturels locaux, avec les Musées, avec le Cav&Ma et la Philharmonique en musique classique, avec Article 27, avec les CPAS, avec LST, pour n'en citer que quelques-uns. Il n'y a pas de barrière : dès qu'on voit qu'un projet peut être viable et qu'on peut collaborer ensemble, on essaye véritablement d'y participer. Chacun a sa spécificité, qu'il s'agit de développer. Et chaque spécificité a sa place dans un projet, d'autant plus dans un projet culturel. Il n'y a donc pas d'acteur culturel qui ne soit pas « recevable » au niveau de la politique du Service de la Culture de la Province de Namur.

En matière de partenariat, un grand volet de notre service est dédié à l'éducation permanente. C'est entre autres, le travail de Bruno Hesbois, mon collègue en charge

du Théâtre-action, qui travaille avec les associations sociales du territoire de la province.

D'autre part, le collège provincial a mis en place une politique d'ouverture aux organisations philanthropiques et socioculturelles en réduisant pour elles de 75% le coût de la location des salles à la Maison de la Culture. La volonté est réellement de les accueillir dans des salles de qualité avec un tarif le plus réduit possible – qui ne couvre même pas les frais d'accueil et de fonctionnement.

Nous avons également une politique de formation pour les acteurs culturels. Ce sont bien sûr des actions moins visibles qu'une exposition au Musée Rops ou à la Maison de la Culture, c'est un travail de terrain, un travail de l'ombre qui est tout aussi essentiel et qui occupe une grande partie de notre personnel. Enfin, dernièrement, nous nous sommes également tournés vers des acteurs touristiques, parce que nous nous rendons compte de la force du lien qui existe entre la culture et le tourisme. Nous avons également des

ouvertures vers l'Université et les Hautes Ecoles, notamment avec le Quai22 – le récent espace culturel des Facultés – avec lequel nous avons des projets d'expositions, groupement musical, développement cinématographique. Et demain, pourquoi pas travailler avec des acteurs économiques ?

Certains me disent que le terme « Maison de la Culture » est un terme un peu ringard parce que les maisons de la culture ont été créées dans les années 60 par Malraux. Moi j'aime le terme « maison » car il évoque un lieu chaleureux où tout le monde se retrouve et dans lequel chacun a la volonté et le plaisir d'entrer. Nous avons encore du travail à réaliser pour montrer qu'il ne faut pas avoir fait des études supérieures, ni avoir des connaissances impeccables en musique classique ou en arts contemporains pour entrer dans nos lieux. Chacun doit pouvoir s'épanouir et trouver sa place dans la diffusion culturelle. Et pour cela, je crois au travail de partenariat, au fait de joindre nos forces.

LA CULTURE, UN BESOIN SOCIAL ?

Rencontre avec Yasmine Pelzer



A côté des « besoins » sociaux identifiés par nos politiques wallonnes d'intégration, la culture semble secondaire. Objet de divertissement et de récréation, elle remplit les temps libres de populations « stabilisées » socialement et donc avant tout professionnellement.

Yasmine Pelzer a été coordinatrice FLE, responsable de projet et animatrice socioculturelle auprès de demandeurs d'asile, de réfugiés reconnus et personnes migrantes au Miroir Vagabond. Elle est actuellement responsable de projets Formation-Sensibilisation pour la Structure Régionale d'Intégration en Province de Luxembourg (projet pilote porté par le Miroir Vagabond et le Centre des Immigrés Namur Luxembourg). En côtoyant des migrants de différentes nationalités ainsi que des autochtones isolés – dits précarisés –, elle a identifié leur besoin d'une culture dont les effets en matière de citoyenneté et d'intégration ne sont malheureusement pas assez quantifiables aux yeux de l'administration.

Fort de votre expérience de terrain en Wallonie, que pouvez-vous dire des actions culturelles qui y sont menées ?

De mes 17 ans d'expérience en province de Luxembourg et déjà avant à Liège, je me suis forgée l'impression que la culture reste un vocabulaire intellectualisé et clivé. Or la complexité de la culture réside justement dans sa pluralité : je peux avoir une culture alimentaire, une culture cinématographique, livresque, théâtrale, etc. Et la question qui m'anime c'est : comment peut-on mélanger ces différents vecteurs de culture pour sensibiliser les personnes et leur permettre de choisir une culture qu'ils aiment et qu'ils aient envie de partager ? Je trouve que la culture reste pour l'instant cloisonnée dans un univers de consommation : une culture d'intellectuels pensée pour des citoyens qui viennent consommer des projets déjà aboutis dont on a postulé qu'ils auraient besoin ou envie. Or, à mon sens, le public, migrant ou pas, devrait pouvoir exprimer ce qui pour lui représente la

culture et peut être présenté comme tel.

Quelle est la force de la culture comme vecteur de transformations sociétales, vecteur de citoyenneté ?

La force de la culture est celle de l'émancipation. Terme en vogue dans le mouvement d'éducation permanente, l'« émancipation » passe par la mise en action des personnes. Mais tout le monde n'en est pas à ce stade et il faut parfois qu'une fibre soit touchée pour que certains publics puissent prendre des choses en main et se dire qu'ils sont citoyens et acteurs des événements qui vont leur arriver. Ainsi, contrairement à des opérateurs dont certains publics n'osent pas ouvrir les portes ou qui sont hors de leurs moyens, les actions du Miroir Vagabond visent à rendre la culture appréhendable, à susciter l'intérêt des personnes pour qu'elles désirent y prendre part. Cela nécessite, à un moment donné, de guider, d'impulser, pour que l'émancipation soit intériorisée. Cela nécessite aussi de sor-

tir des espaces identifiés structurellement et connotés culturellement tels que les Centres culturels ou les Bibliothèques, de décroquer l'espace public pour une appropriation culturelle et sociale par tout un chacun. Pour illustrer mon propos, l'exemple le plus parlant c'est la Parade des Lanternes ; évènement fédérateur par excellence qui se déroule tous les trois ans à Hotton. Fédérateur car en amont, un travail de longue haleine sur le plan social et artistique s'établit et permet de consolider ce lien de proximité avec les différents publics qui côtoient le Miroir Vagabond. La technique de fabrication des lanternes est à la portée de tous et la création se réalise en très peu de temps. Le rendu artistique est immédiat et très beau. L'objectif étant d'être tous ensemble pour parader un soir et illuminer la ville avec des centaines de lanternes allumées par des bougies. Cet évènement, par la mixité des populations issue de milieux socio-culturels extrêmement différents, montre bien que la culture partagée et participative est non seulement une force mais aussi comme tu le soulignes dans ta question ; un vecteur de transformations sociétales et vecteur de citoyenneté.

En matière d'intégration, la demande des publics avec lesquels vous travaillez est-elle sociale ou culturelle ?

Il y a les deux. La nécessité pour ce public migrant est bien sûr d'abord sociale parce que l'intégration, qui est un concept occidental, consiste d'abord à trouver du travail. Mais au-delà de trouver du travail, le public migrant que je côtoie désire s'inscrire dans la région où il se trouve et me demande comment y prendre part. Le social via le travail, c'est le nerf de la guerre – bien sûr qu'il faut de l'argent pour pouvoir vivre. Mais au sein des groupes de paroles que nous avons mis en place, c'est surtout la demande culturelle qui s'exprime : partager le savoir, apprendre de l'autre, et échanger – parce que les ressortissants étrangers se retrouvent bien souvent isolés socialement et culturellement. Comment les mères

de famille peuvent-elles être en contact avec d'autres mères de famille ? Comment les hommes peuvent-ils être en lien avec d'autres hommes ? La demande générale est celle de discussions et d'échanges, car l'intégration se fait majoritairement par le culturel. Une politique sociale d'intégration n'impliquant que le travail, ça ne suffit pas. Une fois que les migrants sont rassasiés statutairement et peuvent pourvoir aux besoins de leurs familles, on voit bien que le manque culturel arrive à grands pas parce qu'ils sont sollicités par leurs enfants qui sont à l'école et qui leur posent des questions, ou parce qu'eux-mêmes se retrouvent dans des situations qui les questionnent... Le social et le culturel sont donc pour moi indissociables, ils doivent travailler en parallèle et en imbrication perpétuelle.

Comment répondez-vous à cette demande au Miroir Vagabond ?

Il y a là pour nous un travail de longue haleine : être un incitateur, être réceptif aux questionnements ou aux besoins culturels de nos publics, pouvoir les orienter, les aiguiller. Il s'agit de créer des ponts qu'ils ne sont pas obligés de passer. Il y a, en effet, pour les publics fragilisés, des moments charnières où l'on ne peut pas bouger du tout, puis il y a des moments où l'horizon s'ouvre et l'on peut y aller. Nos actions partent donc des besoins et demandes du public mais elles visent toujours l'autonomisation de la personne, notamment par la déconstruction des barrières que sont les stéréotypes et le manque de confiance en soi. Cela s'exprime par exemple au travers des créations théâtrales que nous proposons. Avec le metteur en scène – Patrick Navatte, coordinateur du Théâtre des Travaux et des Jours – il s'agit d'impulser une proposition qui va être touchée, expérimentée, par un public migrant qui s'excluait d'emblée du théâtre, pensant ne pas « être capable ». Le challenge de créer une pièce en deux semaines et de la présenter devant un public débouche sur un déclic culturel. Grâce à cette expérience de création collective, certains s'inscrivent

ensuite plus tard à des ateliers de théâtre. La culture et la création artistique sont alors au niveau de tous. Mixité de composantes, pot communs de savoir-faire qui se nourrissent mutuellement. Le social et le culturel devraient me sembler-t-il toujours se réfléchir dans ce sens : par la participation de chacun à cette création collective, par l'articulation de tous ces regards, par leur mise en forme ; et en discussion, chacun va en retirer quelque chose de bénéfique pour la collectivité. Et tant mieux si ça fait du bien à soi !

Quelle reconnaissance vos actions rencontrent-elles dans la sphère administrative ?

Ce n'est guère reconnu : le volet culturel, associé au social, reste le parent pauvre au niveau des reconnaissances. Il s'agit d'un travail en sous-marin, d'autant plus que ce volet traverse tous les secteurs du Miroir Vagabond. C'est cela qui a fait la force du Miroir Vagabond mais au jour d'aujourd'hui ; cette force est devenue un combat face aux décrets et subsides qui nous contraignent à aller à l'encontre de ce que nous défendons. Les politiques culturelles et sociales nous demandent en effet d'effectuer des distinctions dans nos demandes de subsides, qui n'existent pourtant pas sur le terrain. Jusqu'à il y a peu, c'était à la rigueur toléré, mais aujourd'hui les désignations et orientations politiques nous fragmentent. Or cette application commune au social et au culturel prend tout son sens sur le terrain. C'est un combat essentiel à mener, qui n'est pas facile et nécessite une perpétuelle remise en question, notamment pour repenser ce lien entre le culturel et le social qui évolue sans cesse.

Comment expliquez-vous la prévalence des politiques sociales en matière d'intégration ?

Quels sont les bienfaits d'avoir été pendant trois heures au cinéma et d'en avoir ensuite discuté ? Ces résultats-là ne sont pas palpables. Il est, semble-t-il, plus intéressant d'observer les chiffres relatifs à la mise à l'em-

bauche. On se questionne sur le nombre de personnes migrantes que l'on a mises au travail mais on ne se questionne pas sur la qualité de ce travail-là. Ont-ils un contrat à durée indéterminée ? Le cadre de travail respecte-t-il les conventions ? À quel moment analyse-t-on ces statistiques pour dire qu'ils sont au travail ? Je me rappellerai toujours de ce jeune tchèque de dix-neuf ans qui voulait absolument apprendre le français. Son CPAS en a décidé autrement en le plaçant directement comme article 60 dans un travail de jardinerie alors qu'il ne parlait pas du tout français et qu'il avait fait des études de juriste. À l'époque, nous avons pu le soutenir dans sa démarche d'apprentissage, mais je ne sais même pas si ce serait encore possible aujourd'hui. Culturellement, il ne pouvait pas faire ce travail à ce moment-là, culturellement, il devait s'occuper de sa femme et apprendre très vite le français... Tout cela n'était pas pris en compte dans la démarche d'insertion professionnelle. Or il y a des migrants ou des demandeurs d'asile qui ont des objectifs précis. Ce qui m'offusque, c'est que, dans le cadre de formations accessibles aux articles 60, le volet culturel est presque toujours refusé car il n'est pas en lien direct avec le travail de la personne – peu importe si ladite personne a envie de se nourrir culturellement, de développer ses talents artistiques ou encore d'approfondir son français. Ce sont pourtant des savoir-être qu'ils accumulent pour arriver à un savoir-faire.

Le problème ne se trouve-t-il pas justement dans l'emploi d'expressions telles que « besoins sociaux » et « envies culturelles » ?

En effet. Nous avons tous besoin de nous nourrir culturellement. La différence réside en ce que nous – citoyens belges ou étrangers, considérés comme « intégrés » – connaissons les moyens d'assouvir nos besoins. Les nouveaux arrivants ne possèdent pas cette information. Il serait grand temps que la culture soit réellement considérée comme un besoin et donc comme un droit pour tous.

ARTICLE 27,

ENTRE DÉMOCRATISATION ET DÉMOCRATIE CULTURELLE

Échos de l'associatif



Un peu d'histoire...

L'asbl Article 27 fut fondée à Bruxelles en 1999 par Isabelle Paternotte, comédienne, et Roland Mahauden, directeur du Théâtre de Poche. Partant du constat qu'un large public demeure exclu des lieux culturels pour des raisons financières, mais aussi psychologiques, sociales, culturelles..., ils créent un dispositif destiné à faciliter l'accès à la culture et la participation culturelle des personnes en situation de précarité. Le nom de l'asbl est choisi en référence à la Déclaration universelle des Droits humains, rappelant que l'accès à la culture est un droit fondamental.

Missions et axes de travail

Article 27 veille à la démocratisation de la culture, par le biais de tickets octroyant au public défavorisé fréquentant les associations sociales partenaires un tarif préférentiel pour accéder à la diffusion culturelle. Parallèlement, l'asbl développe un travail de plus en plus important pour accompagner chaque individu dans son cheminement vers la culture et favoriser la démoc-

ratie culturelle. Elle se doit de permettre à chacun de participer à la vie culturelle, de développer sa créativité et d'affirmer son identité/altérité au sein de la collectivité, dans une perspective d'éducation permanente.

L'accompagnement vers la diffusion culturelle, vers la réflexion critique et vers la participation culturelle sont les trois axes interdépendants autour desquels Article 27 articule ses missions. Des actions, services et outils pédagogiques concrétisent ces objectifs :

- Les programmes, guides d'excursions, répertoires culturels sont conçus pour que l'information liée à la diffusion circule le mieux possible;
- L'organisation de sorties accompagnées par les animateurs-médiateurs Article 27 ou par les ambassadeurs culturels bénévoles, les comités de spectateurs sont mis en place pour dépasser les freins liés à l'isolement, à la peur de l'inconnu, à la mobilité...;
- Les animations de sensibilisation autour de la culture, photolangage, fresque d'émergence des représentations culturelles personnelles, DVD *La culture c'est...*, Coffre des Petits Explorateurs de Culture, jeu de société TATOUVU, animations médias, Boîte à Musique, Les Dessous de l'Opéra, livrets thématiques, ... proposent un cadre de réflexion critique autour de la culture au sens large;
- Le dispositif d'accompagnement global à la culture allie des sorties culturelles, des moments de réflexion et l'implication dans un atelier d'expression artistique, offrant un cadre à la partici-

pation culturelle de chacun et la possibilité d'une présentation publique des résultats si les personnes le souhaitent.

Mais encore...

En quelques années, l'asbl s'est implantée sur tout le territoire de la Fédération Wallonie Bruxelles, nouant des partenariats avec les opérateurs culturels et les organismes sociaux, pour multiplier les points d'ancrage locaux. Près de 800 partenaires culturels ouvrent leur programmation dans tous les domaines de la création artistique et près de 850 associations/institutions sociales qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion relayent les actions d'Article 27 auprès de leurs publics. La spécificité de l'asbl réside dans sa volonté d'allier le travail social et la culture, de développer des espaces de rencontres et de partager les ressources avec ses partenaires sociaux et culturels pour construire ensemble, et avec le public, des projets socioculturels de proximité. Nous nous inscrivons donc dans une logique de transversalité.

Si l'asbl se démène pour assurer ses missions avec les moyens dont elle dispose, il n'en reste pas moins que ceux-ci sont insuffisants pour déployer l'action à la mesure du public cible. Le soutien des pouvoirs publics (Fédération Wallonie Bruxelles, Région wallonne) semble avoir atteint des limites d'une part, et la participation financière des partenaires sociaux au dispositif Article 27 constitue un obstacle pour certains organismes d'autre part. Faute de moyens suffisants, l'asbl ne peut toucher l'ensemble de la population précarisée, mais elle ne cesse de se battre pour que la situation évolue...

Coup d'œil sur la région namuroise

Sur l'arrondissement de Namur, la locale Article 27 s'appuie sur un réseau d'une cinquantaine de partenaires culturels (Pro-

vince, Centres culturels régional et locaux, Ville, asbl de diffusion...) et une soixantaine de partenaires sociaux (CPAS, insertion socioprofessionnelle, maisons d'accueil, travail communautaire, alphabétisation, immigration, santé mentale...).

Parmi les projets développés sur le territoire namurois, citons trois exemples qui sont relativement emblématiques des objectifs d'Article 27 : les ambassadeurs culturels, le comité de spectateurs, les déambulations culturelles.

Sur la commune d'Assesse, un partenariat entre le CPAS, l'asbl CAIAC (Centre d'Accueil, Information, Animation et Coordination), la Bibliothèque et Article 27 développe un service d'ambassadeurs culturels (personnes volontaires qui consacrent du temps à accompagner des groupes d'utilisateurs Article 27 en sorties culturelles) qui assure également le transport des personnes entre leur domicile et les lieux de sorties. Ce service tente de pallier les difficultés de mobilité tout en créant une dynamique solidaire entre les habitants de la commune, bénévoles et personnes fragilisées.

La création récente d'un comité de spectateurs Article 27 à Namur s'inscrit également dans l'objectif d'offrir à des personnes la possibilité de créer un espace convivial pour partager une dynamique de groupe et des sorties culturelles collectives. Les activités sont choisies ensemble, dans un esprit d'ouverture et, autant que faire se peut, elles se prolongent par une discussion ou une animation de réflexion critique. A terme, c'est bien entendu la possibilité pour chacun d'exprimer son point de vue, la socialisation des personnes et l'autonomie du groupe qui sont visées.

À plusieurs reprises, une collaboration entre Article 27 et la Province de Namur a permis à des groupes d'utilisateurs de s'ins-

crire dans un parcours de découverte de lieux culturels au travers d'initiations artistiques. L'idée de départ de ces "Déambulations culturelles" est de permettre aux participants de repérer les lieux culturels de proximité, d'oser en franchir les portes et de se les approprier. Pour ce faire, l'accompagnement vers les lieux choisis passe d'abord par une rencontre avec le personnel d'accueil, ensuite par un atelier d'initiation à une pratique artistique (photo, écriture, conte, arts plastiques, théâtre...) qui se nourrit d'un dialogue avec le lieu et avec le groupe. Chaque lieu s'approprie ainsi au fil des expériences créatives individuelles et partagées. Au final, les participants sont

invités à mettre en commun leur regard, leur point de vue sous forme de création collective. Les ateliers sont animés par des artistes professionnels dans le cadre de l'assistance technique de la Province. La valorisation des créations et la confrontation à l'espace public est organisée dans la mesure du possible (exposition des réalisations dans le cadre du Festiva'Liens ou de la Quinzaine de Ateliers d'Article 27 par exemple). Outre le fait de se familiariser avec des lieux culturels et des disciplines artistiques variées, c'est aussi et surtout la mise en confiance et en valeur de chaque participant à travers l'expression de sa parole, de son imaginaire, de sa créativité...

ZOOM SUR... CARREFOUR DES CULTURES !

Au quotidien

Heures d'ouverture : tous les jours de 9h à 17h

Accompagnement

Individuel

Assistance administrative, juridique et médiation interculturelle

Que votre demande concerne votre parcours de formation, la recherche d'un emploi, le processus de régularisation, la compréhension des institutions belges, etc. nous vous accueillons tous les mardis et mercredis de 14 à 16h ainsi que les samedis de 10 à 12h ou sur rendez-vous.

Collectif

Informations, échanges, invitation à la citoyenneté et pratique de la langue française.

Les cours de français langue étrangère – tous les lundis de 9h30 à 12h30 – **et de français – citoyenneté** – tous les jeudis de 9h30 à 12h30 – ont repris depuis le 2 septembre.

Pas encore inscrit ? Pas de problème, les inscriptions peuvent se faire tout au long de l'année sur rendez-vous, en passant à nos locaux (avenue Cardinal Mercier 40 – 5000 Namur) ou par téléphone au 081/41 27 51.

Les cours d'informatique

Les vendredis de 9h30 à 11h30, est dispensé un premier module d'initiation à la bureautique, à l'informatique et à l'utilisation d'Internet. Les demandes d'inscriptions peuvent être transmises au secrétariat pour être prises en compte dans les modules suivants.



Dès la rentrée, des rendez-vous...

... AVEC LES MÉDIAS

PLURICITÉ FAIT PEAU NEUVE... UNE AVENTURE COLLECTIVE !

La précédente édition de notre bimestriel vous faisait part de notre volonté de faire du PluriCité une aventure collective. En effet, en tant que média issu d'un associatif œuvrant à la diversité et à la participation citoyenne, il ne s'agit pas seulement de vous nourrir en informations et réflexions de qualité, ni de se faire le reflet d'initiatives citoyennes inspirantes. Il s'agit également de **vous donner la parole et de construire ce média à vos côtés.**

Première étape de cette aventure collective, le PluriCité de juin dernier vous tendait sa plume, dans le but de recueillir vos opinions quant à sa publication, son contenu, sa forme, sa ligne éditoriale... Pour ce faire, un petit questionnaire vous a été proposé. Merci à tous ceux qui nous l'ont renvoyé complété et, ce faisant, ont pris part à cette démarche participative.

L'objectif qui sous-tend cette démarche étant de matérialiser une nouvelle version de notre bimestriel en 2014. Afin de nous aider encore davantage à accomplir cette tâche, **nous relançons l'appel du questionnaire !**

Celui-ci est disponible sur notre site, sa complétion ne prend pas plus de quelques petites minutes et vous pouvez le renvoyer à l'adresse info@carrefourdescultures.org ou par courrier au 40 de l'Avenue Cardinal Mercier à 5000 Namur.

Connaître au mieux vos besoins et vos envies nous permettra d'améliorer toujours plus l'adéquation de notre revue avec vos intérêts.

Merci pour votre participation !

« JEUNESSE, MÉDIAS & DIVERSITÉ »

Carrefour des Cultures a commencé la rentrée en force avec un événement singulier aux locaux de Canal C. Etudiants, académiciens, jeunes politiques, médias, intervenants scolaires, services d'éducation aux médias, associations d'éducation permanente...



Autant de profils diversifiés qui ont répondu présents à notre **table ronde « Jeunesse, Médias & Diversité » du 24 septembre 2013**. Celle-ci a été pensée pour répondre aux questions concoctées par le groupe de travail porteur du projet Médias – Diversité – Citoyenneté.

Une rencontre marquée sous le coup d'un intérêt spécifique accordé à « la jeunesse » dans son rapport avec la diversité et les médias et à l'image que ces derniers en véhiculent. Cette table ronde était l'occasion pour le groupe de travail d'élargir sa réflexion à d'autres personnes ressources afin d'alimenter cette thématique de la jeunesse, première thématique élue pour la concrétisation du projet.



Pensés de manière dynamique et participative, les ateliers de réflexion organisés lors de cette rencontre ont effectivement abouti à une effervescence d'idées issues de positions, de champs d'action et d'expériences diversifiées pour ancrer le projet dans le concret.

Fort de cette rencontre et de la matière récoltée, il s'agit maintenant pour le groupe de travail de se réunir afin de tracer les voies de matérialisation du projet.

Pour ceux d'entre vous que la problématique intéresse, les possibilités d'implication au sein de ce projet restent multiples. Qu'il s'agisse de participer aux tables rondes, d'y être intervenants, de nous faire part de vos idées, opinions, de prendre part à la réalisation... **Votre dynamisme nous est précieux !**

... AVEC L'EXPRESSION FÉMININE

La création d'un espace spécifiquement dédié au genre féminin fait partie des enjeux fondateurs de Carrefour des Cultures. Baptisé **Perspectives de genre : immigration au féminin**, cet espace développe de multiples réflexions et actions.

Au sein de cet espace, des hommes et des femmes, associés à cette initiative, ont eu l'occasion d'interroger la place et l'image accordées aux femmes migrantes dans les médias. Il s'agit du projet **Migrantes, Réalités & Médias**.

Outre un processus de réflexion continue, le projet vise la réalisation d'un documentaire citoyen présentant des femmes migrantes qui, par leurs paroles et leurs actions, aspirent à constituer un discours capable d'inviter au dialogue et au vivre-ensemble.

Afin de poursuivre les débats et réflexions développés, Carrefour des Cultures crée un événement grand public : **Quand l'expression féminine embrasse la diversité**.

Cet événement se veut aussi une vitrine pour des expressions artistiques et musicales de femmes venant de différentes contrées.

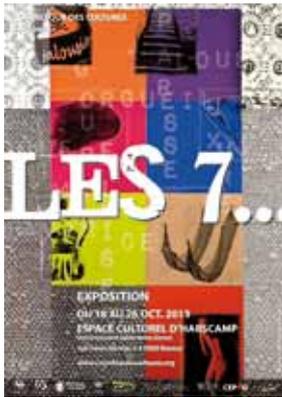
Au-delà de questions d'intégration, il s'agit ici de favoriser l'enrichissement pour tout un chacun par la rencontre des cultures et leur métissage.



DU 18 OCT. AU 26 OCT. 2013

Espace Culturel d'Harscamp
(Anciennement église Notre-Dame)
rue Saint-Nicolas 2 - 5000 Namur

PROGRAMME



LES 7...

EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN

Vernissage le 18 oct. à 18h30

Nocturne le 24 oct. à 20h00

L'exposition est ouverte au public tous les jours,
du 19 oct. au 26 oct. de 10h00 à 18h00,
le dimanche 20 oct. de 14h00 à 18h00.

J. Al Badaoui, P. Barakat, HF, M. Latona, S. Maeda,
N. Y. Olsen, , R. Schéba Makoumbou.



MÉDIAS ET DIVERSITÉ, UN DÉFI POUR L'ÉDUCATION PERMANENTE

ATELIERS ET JOURNÉE DE RÉFLEXION

LE LUNDI 21 OCT. DE 15H30 À 20H00

COMMENT LES MÉDIAS TRAITENT DE LA DIVERSITÉ ?

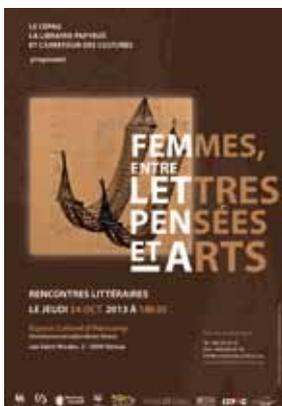
Éclairage par Daniel Bonvoisin

COMMENT DES PROJETS D'ÉDUCATION PERMANENTE PEUVENT FAVORISER L'EXPRESSION DE LA DIVERSITÉ ?

Témoignages de Wajdi Khalifa ; Benoit Dessicy ; Brieuc Guffens ; Stéphane Hoebeke ; Laura Dachelet

PROJECTION VIDÉO

réalisée dans le cadre du projet « Migrants, Réalités & Médias »



FEMMES, ENTRE LETTRES, PENSÉES ET ARTS

RENCONTRES LITTÉRAIRES

LE JEUDI 24 OCT. À 18H30

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Mohamed Berrada
Annie Cornet
Malika Madi
Nabil Naoum
Soraya Amrani



RYTHMES ET VOIX DE FEMMES

CONCERT ET RÉCITALS MUSICAUX

LE VENDREDI 25 OCT. À 20H00

RÉCITALS DE :

D'Arte (Portugal)
Fatoum (Maroc)
Gavur Gelinler (Turquie)
Nabindibo (R.D.C.)
Sylvie Nawasadio (R.D.C.)
Mojtaba Yahya et Helen Yasa (Iran)
Farida Zouj (Algérie)



RENCONTE-DÉBAT LE 28 NOV. 2013

Le fossé entre le citoyen et la chose publique s'est encore creusé ; en lien direct avec cela, la démocratie est en crise ; le fonctionnement socio-économique de nos sociétés se désagrège plus encore – du fait notamment du fossé évoqué. On assiste au règne du conjoncturel ; nous sommes dans la politique du stock zéro, sans vision à long terme et sans véritable projet de société. Or, il y a besoin, plus que jamais, de transformations structurelles. Cette crise doit être l'occasion d'interroger profondément nos sociétés et leurs logiques, d'élaborer et d'expérimenter de vraies alternatives.

Du groupe de travail à l'événement grand public, Carrefour des Cultures ouvre plusieurs espaces de réflexion pour accompagner le processus démocratique.

Démocratie participative, une oeuvre citoyenne fait un premier pas vers le grand public le 28 nov. 2013.

PROGRAMME

Lecture de textes

« Du Contrat Social ou Principes du droit politique » de Jean-Jacques Rousseau et un texte d'Alexis de Tocqueville.

Interview

Hervé Pourtois

Débat participatif

Principes, enjeux et limites des concepts de démocratie participative/délibérative.

Récital musical

PEUPLES ET CULTURES

L'ITALIE, CONFLUENT DES CULTURES



L'Italie moderne, celle dont les frontières familières dessinent sur toutes les cartes une botte frappant le ballon sicilien, a vu, au long de ses trois millénaires d'histoire, défiler, s'installer, se heurter et se mêler de nombreuses cultures dont certaines nous influencent encore aujourd'hui.

Roma caput mundi – Rome est la capitale du monde. Cet adage, que tout latiniste en herbe connaît, participe de l'idée, classique dans les cultures européennes, que l'Italie est d'abord la nation de la Rome antique. Pourtant, auparavant, ce territoire était déjà peuplé par bien des civilisations aux origines diverses, tels les Celtes, les Étrusques (l'un des rares peuples non indo-européens), les Grecs ou les Latins, qui mettront par ailleurs plus de

cinq siècles pour conquérir la botte – alors que par la suite ils n'en mettront qu'un et demi pour étendre leur empire du Maroc à la mer Noire et de l'Angleterre à l'Égypte. Ce territoire immense inclut en son sein bien des disparités, et même ses frontières ne sont pas hermétiques : c'est un Germain, Odoacre, devenu général des armées romaines, qui, en 476, dépose l'empereur, scellant par là même la fin de l'Antiquité. Pendant le Moyen Âge, la péninsule passe de main en main : les Ostrogoths, les Lom-

bards, les Byzantins, les Arabes, les Normands, et même l'Église – qui obtient ses États Pontificaux grâce à Charlemagne au VIII^e siècle – s'établissent et s'arrogent des droits sur des régions parfois très vastes.

Mais cette ingérence étrangère se heurte, vers le XII^e siècle, à l'émergence des puissantes villes telles qu'on les connaîtra à partir du glorieux Trecento – le XIV^e siècle, celui du début de la Renaissance italienne, époque de Dante et Pétrarque qui bénéficient du soutien de ces richissimes cités-États (Venise, Florence, Milan, etc.). Les tensions et les concurrences entre elles, ainsi que la récession économique – due à la guerre de Cent Ans entre l'Angleterre et la France –, les famines et les épidémies de peste noire, ne font que ralentir – sans l'entraver – la révolution culturelle incarnée par Galilée, Machiavel, Raphaël, Michel-Ange, et bien sûr Léonard de Vinci.

Malgré ce bouillonnement de nouveautés présent dans toute la péninsule, les cités-États ne relèvent pas le défi du Nouveau Monde – Christophe Colomb, génois, a dû se mettre au service des rois d'Espagne – et perdent petit à petit leur influence en Europe. Du XVII^e au XIX^e siècle, la France,

l'Espagne et après elle l'Autriche se partagent le gâteau italien, jusqu'à ce que Napoléon Bonaparte envahisse l'entièreté de la botte, dont il rattache une partie à la France.

Mais, suite à la chute de l'Empereur en 1815, la tendance naturelle au morcellement reprend le dessus en Italie, et il faut attendre l'intervention de la Maison de Savoie, maître de la Sardaigne et du Piémont, pour voir démarrer le long processus d'annexion qui mènera à l'unification – au Risorgimento (la résurrection) –, causant au passage trois guerres d'indépendance sur plus d'un demi-siècle d'histoire. En 1860, l'unité est déclarée, et les frontières sont définitivement dessinées suite à l'annexion de Rome en 1870, arrachée de force au pape.

L'Italie actuelle, celle qui a traversé deux guerres mondiales sans toujours savoir sur quel pied danser, celle qui a vécu Mussolini et participé activement à la naissance de l'Union Européenne, est le résultat d'un brassage monumental, aux frontières de l'Europe et de la Méditerranée, au carrefour de la tradition et de la modernité.

ITALIE, CRISE ET MIGRATIONS

En associant les termes « migration » et « Italie », l'image qui vient spontanément à l'esprit est bien souvent – et surtout en Belgique – celle de l'ouvrier italien venu travailler dans les mines de charbon, pauvre mais gorgé d'espoir pour l'avenir. Si cette vision peut aujourd'hui sembler désuète, elle reste malheureusement très actuelle pour ces migrants maghrébins installés en Italie, à un détail près : avec la crise, l'espoir s'amenuise.

Si nombre d'Italiens ont choisi de quitter leur pays jusque dans les années 1950-1960, c'est entièrement dû à l'histoire particulière de la région, morcelée et soumise à des tensions internes très fortes jusque 1860. L'unification – et les guerres internes qui l'ont accompagnée – a retardé considérablement l'industrialisation de la jeune Italie. Or, sans industrie vaillante, et avec une agriculture modernisée ne nécessitant plus autant de bras qu'auparavant, l'inoccupation des forces vives a vite posé problème : d'où l'émigration massive de travailleurs, appelés à servir les industries allemande, belge, française ou américaine, et entraînant avec eux femmes et enfants.

Puis, l'Italie rattrapant son retard et le nord de l'Europe fermant peu à peu ses industries lourdes – et en parallèle ses frontières –, cette fuite a progressivement cessé, et la vapeur s'est renversée : auparavant fournisseuse de bras, l'Italie a commencé à en manquer pour elle-même. Durant les années 1970, plusieurs facteurs bouleversent les flux migratoires existants : non seulement le nord de l'Europe perd de son

attractivité pour les migrants qui se rabattent dès lors sur l'Italie, dont les portes sont grand ouvertes, mais en plus les Italiens exilés par exemple en Amérique du Sud rentrent au pays suite aux crises économiques et politiques qui y sévissent.

L'Italie, terre de migration. Le phénomène a toujours existé, mais c'est la première fois – dans les années 80 – que le solde migratoire du pays devient positif – c'est-à-dire qu'il y a plus d'arrivées que de départs. Nombre de nationalités passent la porte italienne, dont des Soviétiques après la



Lampedusa : derrière le tourisme, les migrants

chute du Rideau de fer, et des Marocains, des Tunisiens, des Algériens, qui n'ont qu'un bras de Méditerranée à traverser pour rejoindre Lampedusa – île

italienne qui s'est trouvée sous les feux des médias du fait d'arrivées massives de réfugiés lors du Printemps arabe.

Cette population migrante, bien installée en Italie, a vécu en même temps que le peuple italien la crise économique de 2008, séisme dont les répliques n'ont pas encore fini de secouer le pays : restrictions drastiques dans les dépenses, chômage affolant, faillites, licenciements, et, au quotidien, pour de nombreuses familles, l'impossibilité de vivre décemment avec

un salaire – ou une allocation de chômage (limitée par ailleurs à huit mois de temps) – dérisoire.

Loin l'eldorado italien pour tous ceux qui avaient l'espoir d'y trouver une vie stable et paisible. Face à la dureté de la crise, bon nombre de migrants ont refait leurs valises, avec des destinations diverses : parfois un retour au pays avec, en poche, le fruit de quelques années d'économies, parfois la vaste Europe, de préférence là où la crise n'a pas fait trop de dégâts – France, Belgique, Allemagne.

Et pourtant, certains ne parviennent pas à faire leur deuil de leur terre d'accueil :

pour limiter les dépenses au maximum, ils renvoient au pays femmes et enfants, pendant que le père et les aînés restent et acceptent les places les plus précaires, les tâches les plus ingrates, celles qui leur étaient réservées à leur arrivée en Italie en tant que clandestin, et dont ils étaient parvenus à se débarrasser en accédant à un statut légal.

Pour ceux-là, la crise a le goût âpre d'un retour en arrière, d'une régression de parfois quarante ans ; et pour nous, cette image du passé qu'ils nous renvoient bien malgré eux nous rappelle qu'aucun acquis n'est forcément définitif.

LE BERCEAU DE LA RENAISSANCE EUROPÉENNE

Si la Renaissance a trouvé sa source dans le contexte très particulier de l'Italie du XIV^e siècle, elle ne s'y est pas circonscrite : avec elle, c'est toute l'Europe qui a plongé dans le bain de la modernité après plus d'un millénaire de Moyen Âge.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, ce sont les croisades qui ont donné à la péninsule italienne les outils pour devenir le berceau de la Renaissance. En effet, ces pèlerinages armés – qui ont duré de 1098 à 1291 – ont en réalité contribué à établir et à renforcer des liens avec les peuples arabes et

Les grandes familles des cités-États profitent de cette nouvelle situation idyllique pour s'enrichir considérablement, ce qui alimente la rivalité naturelle qui les anime. La tendance est alors de prouver sa supériorité en commandant des œuvres majestueuses aux artistes les mieux notés de l'époque, artistes eux-mêmes abreuvés



L'école d'Athènes, par Raphaël (1510-1511). Le peintre a représenté les génies antiques sous les traits de ses contemporains.

byzantins. L'Italie, de par sa condition de frontière entre l'Europe et le Moyen Orient – Byzance s'étalait à l'époque jusqu'à la Grèce –, voit alors débarquer sur ses côtes les marchandises échangées entre les nouveaux partenaires commerciaux, mais également toute la culture antique grecque, perdue pendant le Moyen Âge et soigneusement conservée par les érudits arabes.

de philosophie et de théorie artistique grecques et romaines – car la redécouverte de l'une a poussé à mener des fouilles archéologiques pour mieux connaître l'autre. C'est là le départ de ce qu'on appellera plus tard la Renaissance.

De nombreux bouleversements voient le jour dans tous les domaines. En philosophie, le centre des réflexions, le centre

de l'univers, se déplace de Dieu vers l'Homme – c'est l'Humanisme, qui prône une confiance générale en l'Homme, en son libre arbitre, en sa rationalité, en son éducation, en sa curiosité, en son indépendance –, Homme qui n'a plus besoin d'être guidé et contrôlé par Dieu, c'est-à-dire par l'Église. L'imprimerie, inventée vers 1450, permet à ces idées nouvelles d'être diffusées largement et rapidement. L'Homme prend une place centrale dans les pensées mais perd son statut de nombril de l'univers : la lunette, inventée par Galilée, permet de rendre sa place centrale au soleil – au détriment de la Terre –, tandis que les caravelles repoussent les frontières jusqu'au Nouveau Monde.

Les arts n'échappent pas à la tendance générale de renouveau. La peinture à l'huile et la peinture sur toile sont mises au service de la perspective, inventée par Donatello, afin de donner plus de profondeur aux œuvres ; la maîtrise de l'artillerie, rendant inefficaces et donc inutiles les remparts médiévaux, propulse l'architecture dans une nouvelle ère, très inspirée des traités du Romain Vitruve ; en littérature, le recentrement des réflexions sur l'Homme inspire à Montaigne ses Essais et à Ronsard et du Bellay leurs sonnets, forme poétique inédite.

Tous ces exemples donnent une première idée de l'aspect international du mouvement renaissant : les idées et les nouveautés accompagnent les marchandises qui transitent par l'Italie sur les routes européennes, et contribuent à la création de nouveaux foyers culturels un peu partout – en Espagne et au Portugal avec les grands explorateurs, en Allemagne avec Martin Luther, aux Pays-Bas avec Brueghel et Van Eck, en France également par le biais des guerres menées par François Ier en Italie. Tous ces intellectuels communiquent entre eux – le latin devient la langue internationale par excellence –, et une première idée de l'Europe comme identité culturelle voit le jour, notamment grâce aux apports d'Erasmus.

Bien évidemment, tout n'est pas rose dans cette Renaissance tant idéalisée : c'est après tout l'époque des guerres de religion qui ravagent l'Europe, de l'institution de l'Inquisition et de la Question, des épidémies de peste noire et des famines à répétition qui déciment les populations. Mais cette période reste celle d'une explosion artistique et scientifique qui évince tous les cadres, tous les repères existants au profit d'une modernité inédite.

D'ANTONIO GRAMSCI À GIORGIO NAPOLITANO

CHRONIQUE DE CENT ANS DE COMMUNISME ITALIEN

Par Nicolas Ruffini-Ronzani, Aspirant F.R.S.-FNRS

Le 20 avril dernier, au terme de deux mois de crise politique, Giorgio Napolitano consentait à exercer un nouveau mandat présidentiel à la tête de la République italienne (1). À l'âge de 87 ans, cette figure majeure de la vie politique transalpine devenait ainsi le premier président de la République sortant à être reconduit à son poste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On l'ignore souvent, mais derrière le vieux chef d'État éminemment respecté se cache en fait l'un des principaux cadres du défunt Parti Communiste Italien (PCI). Un communiste au sommet de l'un des États les plus importants d'Europe occidentale ? Voilà qui pourrait surprendre *a priori*. Un rapide coup d'œil sur l'histoire de la République italienne permet pourtant de mieux comprendre cet état de fait, le PCI ayant longtemps été le parti communiste le plus puissant d'Europe occidentale. L'actualité nous invite donc à retracer les grandes étapes de l'histoire de cette formation politique aujourd'hui scindée en plusieurs partis au poids électoral réduit.

Le PCI naît en 1921 à Livourne, dans la foulée de la révolution russe de 1917. Plusieurs intellectuels de grand renom prennent part à la fondation du parti, à commencer par Antonio Gramsci qui en deviendra le secrétaire général dès 1925. Miné par les tensions internes, interdit par

Mussolini en 1926, le PCI est condamné à ne jouer qu'un rôle marginal dans la vie politique italienne avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Devant la menace fasciste, bon nombre de communistes sont d'ailleurs contraints de fuir le pays ou d'entrer en clandestinité. Certains n'échappent pas à la répression, tels Gramsci qui meurt en 1937 après onze années de détention dans les geôles mussoliniennes. À la veille de la chute du Duce, fin juillet 1943, l'Italie ne compte plus que 7 000 militants communistes sur ses terres et quelques milliers d'autres réfugiés à l'étranger.

Au sortir de la guerre, la péninsule connaît pourtant une forte poussée communiste. Le phénomène s'inscrit dans une dynamique européenne, les partis communistes français (PCF) et finlandais (SKP) rencontrant eux aussi d'importants succès électoraux. En une vingtaine de mois à peine, de septembre 1943 à la fin de l'année 1947, le nombre de militants du PCI explose, passant de 20 000 à 2 250 000 ! Comme ailleurs, ce succès puise avant tout sa source dans la lutte antifasciste menée par le parti depuis le début du conflit mondial. Avec l'arrivée de ses nouveaux adhérents, le PCI va pour la première fois de son histoire se confronter à la question de sa propre participation à l'exercice du pouvoir. Entre avril 1944 et juillet 1946, il intègre ainsi plusieurs gouvernements

(1) La fonction présidentielle italienne confère à son détenteur nettement moins de pouvoir que la française. En Italie, le président est élu pour un mandat de sept ans (contre cinq en France). Il occupe un poste essentiellement honorifique, exerçant une magistrature morale et institutionnelle. Il est le garant des institutions de la République et a le pouvoir de nommer le président du Conseil, sorte de premier ministre à l'italienne.

d'union nationale et collabore activement à la fondation de la première République italienne (juin 1946) (2).

L'avènement de la Guerre froide, au lendemain de la Libération, marque le début d'une nouvelle période délicate dans l'histoire du PCI. En s'opposant à l'application du plan Marshall proposé par le président américain Harry Truman et en rejoignant le Kominform en 1947 (3), les communistes italiens s'engagent en effet sur une voie politique qui déplait profondément à leurs anciens partenaires de gouvernement. En dépit de ses relatifs succès électoraux, le PCI vit alors dans un certain isolement, plus aucun parti ne souhaitant exercer le pouvoir à ses côtés. Même le Parti Socialiste Italien (PSI) lui tourne le dos en 1956

pour gouverner avec son éternel rival, la Démocratie Chrétienne (DC). La dénonciation, dans les années 1950, des crimes staliniens ne fait rien non plus pour améliorer l'image du communisme en Europe...

Le « miracle économique » et les mutations sociales qui affectent l'Italie dans le courant des années 1950-1960 imposent au PCI un effort de rénovation et d'adaptation aux cadres nouveaux. Enrico Berlinguer, la figure majeure du communisme italien de la seconde moitié du 20e siècle, conduit cette politique d'aggiornamento.

Ce sera une réussite, le PCI diversifiant son électorat – notamment en enrôlant une partie des jeunes contestataires de 1968 – et remportant d'importantes victoires aux élections législatives (33 % des suffrages en 1975). Forts de leurs succès, les communistes italiens envisagent alors sérieusement de participer à l'exercice du pouvoir central. Dans l'esprit de Berlinguer, cela suppose de se détacher du PSI pour conclure, dans un contexte économique difficile, un « compromis historique » avec la DC. Son dessein se concrétise dès 1976, lorsque le PCI donne son appui au gouvernement démocrate chrétien de Giulio Andreotti et élabore avec les autres partis au pouvoir un programme commun de gouvernement. L'enlèvement, puis l'assassinat, de l'ancien Président du Conseil

démocrate chrétien Aldo Moro par les Brigades Rouges le 16 mars 1978 – soit le jour même où devait être votée la confiance au gouvernement – met définitivement fin à tout espoir de « compromis historique ».

Débutent alors le lent mais inexorable déclin du PCI. Face à un monde qui change de bases – réduction considérable du nombre d'ouvriers dans la population italienne, atrophie de certains secteurs industriels (mines, sidérurgie, etc.), fragmentation du bloc de l'Est, etc. –, les dirigeants communistes italiens peinent à apporter des ré-



Couverture du magazine américain *Time*, 14 juin 1976

(2) Rappelons qu'avant juin 1946, l'Italie était un royaume gouverné par la Maison de Savoie. Le dernier souverain, Humbert II, ne régnera qu'un mois.

(3) Le Kominform est l'organisation centralisée du mouvement communiste international entre 1947 et 1956. Parmi les pays d'Europe occidentale, seules la France et l'Italie font partie du Kominform.

ponses aux inquiétudes de leurs électeurs. Même si le PCI demeure le parti communiste le plus puissant d'Europe occidentale, un certain affaiblissement se fait sentir dans les urnes, en particulier en 1987, année d'une défaite retentissante. Dans l'espoir de trouver un nouveau souffle, les cadres du PCI votent en 1991 la dissolution de leur parti. Celui-ci laisse place à deux nouvelles formations : le Partito Democratico della Sinistra (PDS), le courant majoritaire dans lequel se retrouvent Giorgio Napolitano et d'autres figures de proue de l'ancien PCI, et Refondation communiste, l'aile dissidente. Toute référence au communisme et à son idéologie a donc disparu. Sous sa forme nouvelle, le PDS participera activement à l'exercice du pouvoir dans les gouvernements de l'Olivier au cours des

années 1990 et 2000, mais ne pourra empêcher la montée en puissance de Silvio Berlusconi dès le début des années 1990.

Aujourd'hui, le PDS n'est plus. Il a intégré le Partito Democratico (PD) de Pier Luigi Bersani, vainqueur des élections législatives de 2012, et d'Enrico Letta, actuel Président du Conseil. Du glorieux PCI d'antan, il ne reste plus presque plus rien à l'heure actuelle. Si ce n'est la présence un certain Giorgio Napolitano à la tête de la République bien sûr ! L'octroi de cette fonction essentiellement honorifique à un ancien cadre du PCI nous rappelle quotidiennement le rôle joué par le communisme dans la vie de très nombreux italiens durant la seconde moitié du 20e siècle.

CITOYENS DU MONDE

ANTONIO GRAMSCI

Antonio Gramsci fait partie de ces personnes mal nées qui se sont créées à la force des bras, ou plutôt à la force des idées : fondateur du parti communiste en Italie, c'est dans les prisons fascistes qu'il affirme la nécessité de mener la révolution socialiste par la culture – ce qu'il appelle « l'hégémonie culturelle ».

On peut dire que tout n'a pas commencé pour lui sous les meilleurs auspices : né en 1891, quatrième enfant d'une fratrie de sept, issu de parents sardes très pauvres et bossu suite à un accident à l'âge de quatre ans, Antonio Gramsci doit quitter l'école après ses primaires pour aider sa famille. Cependant, il fait preuve de tant de zèle – il passe ses soirées à étudier – que ses sœurs et sa mère lui font intégrer le lycée à 15 ans, où il obtient une bourse pour poursuivre ses études de linguistique à Turin.

À l'université, il découvre et fréquente assidument le socialisme : il s'abreuve de littérature politique, rejoint des groupes d'action, écrit des papiers pour des revues socialistes et participe activement à la révolution ouvrière des usines de Turin en 1919-1920. L'année 1922 voit l'arrivée au pouvoir de Mussolini, qui jette ses opposants politiques en prison ; Gramsci y finit en 1924, après avoir été élu député en Vénétie.

Condamné pour vingt ans, il n'y demeure que neuf, ravagé par la maladie : il meurt quelques jours après sa libération, en 1937.

Cette longue période d'emprisonnement a vu naître sous sa plume ses théories les plus importantes sous la forme de ce qui a été appelé Les Cahiers de Prison. Il y analyse

l'échec de la révolution socialiste en Europe, et le compare au communisme installé en Russie. Pour lui, la différence se trouve dans la façon dont le pouvoir est partagé : en Russie, en 1917, l'État possédait toutes les fonctions importantes ; le renverser, c'était devenir omnipotent. En Europe, cependant, le pouvoir est partagé entre l'État et la société civile, qui ne se conquiert pas par la force, mais par son adhésion – dépendante elle-même de la culture. C'est là

qu'entre en jeu ce qu'il nomme l'intellectuel organique.

Si tout travail, même le plus manuel, comprend une facette intellectuelle, tout travailleur n'est pas pour autant un intellec-



tuel ; ce dernier est celui qui occupe cette fonction spécifique d'organisateur de la classe sociale à laquelle il est organiquement lié.

En effet, l'intellectuel organique possède nombre de rôles à jouer dans cette classe sociale qui, en se constituant en tant que telle, lui a donné naissance : en tout premier, il en est l'organisateur de la fonction économique, c'est-à-dire qu'il gère les moyens de production spécifiques à sa classe. Ce rôle est premier car nécessaire à toute classe sociale pour se constituer, mais il n'est pas suffisant pour la porter au-dessus des autres dans la société ; c'est là la deuxième fonction de l'intellectuel, dont le rôle est d'instaurer et de pérenniser l'hégémonie de sa classe. En effet, de par son statut, il occupe des places stratégiques dans la société, desquelles il promeut et diffuse la vision du monde spécifique de sa classe : il est enseignant, politicien, économiste, juriste, et il travaille dans les structures de l'État ou les organisations culturelles officielles. De la sorte, il assure à sa classe sociale l'adhérence passive – sinon active – du reste de la population.

Mais pour pouvoir assurer la diffusion de la vision du monde de sa classe, il doit

avoir, en amont – et c'est là sa troisième fonction – travaillé à homogénéiser cette vision à partir des discours individuels des membres de cette classe ; de la sorte, il conscientise également les individus quant aux intérêts communs qu'ils partagent.

Les idées de Gramsci, pour italo-centrées qu'elles semblent de prime abord, ont trouvé des échos semblables dans des régions du monde qui ne le sont pas : en Amérique du Sud, elles ont permis de rendre partiellement compréhensibles les politiques de certains dictateurs, et notamment la politique culturelle de Juan Domingo Perón en Argentine ; en Inde, elles ont d'autant plus influencé les intellectuels que la société de castes, très rigide, rappelle la situation de l'Italie au début du siècle ; et chez nous, certains penseurs affirment que si l'Union Européenne ne parvient pas à s'imposer dans le chef de la population, c'est parce qu'elle ne cherche pas son assentiment, son adhésion – ce qui lui manque, c'est une forme d'hégémonie culturelle.

Encart : Lors du procès de Gramsci, le juge fasciste qui a prononcé la sentence a ajouté qu'il fallait « empêcher ce cerveau de penser pendant vingt ans ».

MUSIQUE

Peut-être plus encore que dans les autres pays européens, la culture italienne conserve des connotations très spécifiques en fonction des régions, héritage pas si lointain de l'antique rivalité qui les liait. Ainsi en est-il de la musique traditionnelle, celle d'avant la mondialisation.

Impossible de dresser un panorama complet de la musique qui rythmait la vie de la péninsule voilà à peine un siècle tant elle pouvait être différente d'une ville à l'autre. Pourtant, une tendance assez générale peut être observée : dans le nord, on préfère le chant polyphonique (c'est-à-dire

disparités régionales. Du nord au sud, on utilise pareillement les zampogne, cornemuses pastorales, et les pifferi, petits hautbois ; néanmoins, des variantes apparaissent dans le diamètre de la tammorra, petit tambourin, tandis que les castagnettes ne sont connues que dans le sud, territoire ja-



Antonio Stradivari, imaginé en 1839 par Edgar Bundy.

à plusieurs voix) sans accompagnement musical, tandis que dans le sud, on préfère le chant monophonique (à une seule voix) avec ou sans accompagnement musical. Dans les campagnes, on entend également beaucoup de musique à danser, comme la tarentelle des Pouilles.

Certains instruments de musique typiquement italiens tempèrent les nombreuses

dis occupé par les Espagnols.

Le chant, quant à lui, s'il est pratiqué dans toute la botte, ne l'est pas selon les mêmes normes, toujours très strictes : chaque groupe social (les paysans, les bourgeois), chaque corps de métier (les bergers, les pêcheurs), chaque occasion (la nuit de noce, la semaine sainte) possède son chant propre, et ne pas respecter ces caracté-

ristiques peut mener à des sanctions. Cependant, la modernité faisant son œuvre, Bella Ciao, la chanson de protestation des émondeuses de riz de la plaine du Pô est devenue, moyennant une adaptation des paroles, celle des antifascistes sous Mussolini, puis celle, reprise par Yves Montand, les Chœurs de l'Armée Rouge ou Emir Kusturica, d'une certaine Italie d'aujourd'hui qui fait fi des restrictions séculaires pour mieux s'emparer du patrimoine.

Les chansons évoluent, les chansons disparaissent parfois avec les derniers détenteurs de leur mémoire : jamais écrites, très peu enregistrées, elles font craindre aux amoureux des traditions qu'elles ne tombent dans l'oubli total. Mais qu'ils se rassurent : comme un peu partout en Europe, on assiste aujourd'hui en Italie à une volonté de retourner aux racines de la culture. De manière parfois maladroite (constitution de groupes à l'allure folklorique pour les touristes) et parfois très scientifique (enregistrement, conservation et promotion du patrimoine, comme le réalise depuis les années 1960 le Nuovo Canzoniere Italiano), la tendance est à l'appropriation, à la réappropriation de cette culture constitutive de l'identité spécifique de chaque région, et, mondialisation oblige, au mélange de la tradition avec la modernité (rock, pop, rap, etc.).

C'est également une tendance observable – bien que moins fortement – dans l'autre

domaine de la musique où les Italiens ont particulièrement brillé : la musique dite classique. Dès le Xe siècle, ils se distinguent en la matière avec Guido d'Arezzo, inventeur de la notation musicale ; au XVIIe siècle, Claudio Monteverdi invente l'opéra ; au XVIIIe siècle, la période classique voit le virtuose du violon Antonio Vivaldi composer ses Quatre Saisons, pendant qu'Antonio Stradivari réalise le fameux violon qui est le sien et que Bartolomeo Cristofori fait évoluer le clavecin en piano-forte, dernière étape avant le piano moderne. La grande période romantique du XIXe siècle voit l'apogée de l'opéra avec Giuseppe Verdi (La Traviata, Nabuco, Ernani), Gioachino Rossini (Le Barbier de Séville), Gaetano Donizetti (inventeur du bel canto, qui consiste à mettre avant les prouesses vocales des chanteurs d'opéra) ou Giacomo Puccini (qui introduit l'orchestre symphonique).

Le succès de l'opéra en Italie, tout comme celui du chant traditionnel, est la conséquence du goût des péninsulaires pour la voix, dont on trouve la preuve également dans la popularité des castrats – ces hommes qui, castrés avant leur puberté, conservaient une tonalité de soprano – entre le XVIe et le XIXe siècle, et encore aujourd'hui dans le large succès rencontré par les ténors Luciano Pavarotti et Andrea Bocelli.

AUTOUR DE LA TABLE

Risotto aux asperges et aux champignons

Le risotto n'est pas un plat difficile à réaliser, mais il illustre bien la rigueur à laquelle les Italiens se soumettent lorsqu'il s'agit de cuisine. En effet, pour obtenir un risotto onctueux et al dente, il faut mouiller le riz très régulièrement avec du bouillon, mais ni trop – pour ne pas que le liquide s'évapore avant d'avoir été absorbé – ni trop peu – pour éviter que le riz attache. Une fois la technique maîtrisée, le risotto s'accompagne avec à peu près tout, alors n'hésitez pas à innover, vous aurez certainement de très bonnes surprises !

Temps de préparation : 30 minutes

Temps de cuisson : 25 minutes

Ingrédients (pour 2 personnes) :

- 250g de riz arborio (riz pour risotto)
- 25 cl de vin blanc sec
- 1 oignon émincé
- 2 tranches de jambon sec
- 1,5 l de bouillon de légumes ou de volaille (ou à défaut, de bouillon de viande)
- champignons (1 cèpe ou 4 girolles ou 4 pieds-de-mouton ou 4 champignon de Paris)
- 2 asperges
- du safran
- 70 g de bon parmesan râpé
- 1 noix de beurre



Préparation de la recette :

Portez le bouillon à ébullition (il faut qu'il soit chaud pour ne pas « casser » la cuisson du riz).

Dans le même temps, dans une petite casserole huilée, faites rendre l'eau aux champignons et aux têtes d'asperges. Ensuite faites confire l'oignon émincé dans du beurre ou de l'huile d'olive. Une fois l'oignon confit, ajoutez-y les champignons, le jambon et les asperges.

Montez progressivement le feu et mettez-y le riz jusqu'à ce qu'il blanchisse. Ajoutez le vin blanc. Une fois le vin blanc assimilé, ajoutez le bouillon demi louche par demi louche jusqu'à la cuisson du riz – cela prend entre 15 et 20 minutes. La température doit être constante pour bouillonner mais pas brûler ni étuver. On doit arrêter la cuisson alors que le riz est encore ferme, al dente. Une fois le riz cuit, voire un petit peu avant, incorporez une noix de beurre, puis 70 g de parmesan râpé, et en dernier, sans le faire cuire : le safran.

Buon appetito !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Antonio Gramsci est né en Sardaigne, a vécu à Turin et a voué toutes ses réflexions à l'Italie. Pourtant, ses parents étaient d'origine albanaise.

Une légende veut que Marco Polo, au XIII^e siècle, ait ramené les pâtes de Chine. Pourtant, un bas-relief romain représente clairement un rouleau à pâte et un coupe-pâtes, ce qui ferait remonter l'origine des pâtes italiennes au III^e siècle avant Jésus-Christ. Il semble assez probable que ce plat simple (un mélange de farine et d'eau cuit dans l'eau bouillante) ait des origines multiples.

En introduisant la cuisine italienne en France au XVI^e siècle, Marie de Médicis y amène également la fourchette, instrument auparavant inconnu des Français qui mangeaient avec les doigts.

La pizza Margherita a été créée en 1889 en l'honneur de Marguerite de Savoie par le pizzaiolo Raffaele Esposito.

Au Moyen Âge, les pâtes étaient un met trop cher pour le commun des mortels ; seuls les riches en mangeaient, cuites longtemps dans du lait d'amande, servies sucrées et sans accompagnement. C'est au début du XVI^e siècle que le peuple s'attache à ce plat, qu'il mange en sauce et al dente.

La crème glacée, ou gelato en italien, est un héritage de la Rome Antique revisité au XVI^e siècle par un cuisinier florentin, qui invente en même temps une technique de réfrigération inédite.

Le nom de la tarentelle, musique à danser du sud de l'Italie attestée dès le XVII^e siècle, vient de la tarentule, araignée dont la piqûre est mortelle. On a en effet longtemps pensé que ces danses frénétiques, exécutées durant parfois des jours et des nuits par la personne empoisonnée et par son entourage, avaient la vertu de la débarrasser de son mal.

L'expression « faire banqueroute » vient de la Renaissance italienne, époque où la devise changeait de ville en ville. Nombre de financiers réalisaient alors le changement de monnaie grâce à des tables en bois, appelées « banca », sur lesquelles étaient peints les taux de change. Si le financier fraudait, sa punition était de voir sa table brisée, sa « banca rotta », expression qui a donné le mot « banqueroute » en français.